

# L'EFFET DU WARRANTAGE SUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS ET LA CONSTRUCTION DE LA RÉSILIENCE

Le cas de la FEPAB au Burkina Faso

---

Isabel Suárez Sánchez



# INDEX

<b>Résumé .....</b>	<b>5</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>7</b>
Méthodologie .....	8
<b>1 La pratique du warrantage au sein de la FEPAB .....</b>	<b>11</b>
1.1 Caractéristiques des zones de moyens d'existence de la zone d'étude .....	11
1.2 Caractéristiques des personnes pratiquant le warrantage .....	15
1.3 L'accès au crédit à travers le warrantage .....	19
1.4 Évolution de la pratique du warrantage dans les cinq cas d'étude .....	22
<b>2 Les contributions du warrantage à la résilience des ménages .....</b>	<b>30</b>
2.1 Motivations qui poussent à pratiquer le warrantage .....	30
2.2 Changements dans les ménages pratiquant le warrantage .....	33
<b>3 Le warrantage dans le cadre de résilience d'Oxfam .....</b>	<b>35</b>
3.1 Analyse de contexte .....	35
3.2 Warrantage et capacités .....	36
3.3 Warrantage et processus de changement social .....	39
<b>4 Conclusions .....</b>	<b>42</b>
<b>5 Recommandations .....</b>	<b>44</b>
5.1 Pour OXFAM-FEPAB .....	44
5.2 Pour les groupements pratiquant le warrantage et la FEPAB .....	46
5.3 Pour les IMF .....	47
5.4 Pour le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTF) .....	48
Bibliographie .....	49
Annexe: Canevas d'entretien .....	50
Remerciements .....	59
Notes .....	60

## INDEX DES TABLEAUX

Tableau 1. Nombre d'entretiens individuels réalisés par village .....	9
Tableau 2. Caractéristiques des magasins faisant partie de l'échantillon .....	10
Tableau 3. Stratégies d'adaptation face aux chocs des différents groupes socioéconomiques de la ZOME 2 .....	13
Tableau 4. Stratégies d'adaptation face aux chocs des différents groupes socioéconomiques de la ZOME 3 .....	15
Tableau 5. Caractéristiques des ménages de la ZOME 2 en fonction des catégories socioéconomiques.....	16
Tableau 6. Caractéristiques des ménages de la ZOME 3 en fonction des catégories socioéconomiques.....	17
Tableau 7. Nombre de sacs stockés par personne en <i>warrantage</i> les années de pratique de l'activité à Orodara .....	22
Tableau 8. Nombre de sacs stockés par personne en <i>warrantage</i> les années de pratique de l'activité à Baguéra .....	25
Tableau 9. Nombre de sacs stockés par personne en <i>warrantage</i> les années de pratique de l'activité à Baguéra (suite) .....	26
Tableau 10. Nombre de sacs stockés par personne en <i>warrantage</i> les années de pratique de l'activité à Lopohin .....	28

## INDEX DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Cadre de Résilience d'Oxfam.....	8
Graphique 2. Zones de moyens d'existence de Burkina Faso .....	12
Graphique 3. Nombre de sacs stockés dans le magasin d'Orodara les trois années .....	23
Graphique 4. Nombre de sacs stockés dans le magasin de Baguéra les cinq années.....	25
Graphique 5. Nombre de sacs stockés dans le magasin de Lopohin les trois années .....	27

## INDEX DES ENCADRÉS

Encadré 1. Déclarations des ménages de la catégorie socioéconomique pauvre dans les ZOME 2 et 3.....	18
Encadré 2. Comment faire pour que les personnes ne bénéficiant pas du crédit classique puissent accéder au crédit <i>warranté</i> ? Déclarations des personnes interrogées. ....	20
Encadré 3. Pensez-vous que les personnes moins riches ont plus de difficulté pour rembourser le crédit ? Déclarations des personnes interrogées.....	21
Encadré 4. Quelles motivations poussent à pratiquer le <i>warrantage</i> ? Déclarations des personnes interrogées.....	30
Encadré 5. Quelles motivations poussent à pratiquer le <i>warrantage</i> ? Déclarations des personnes interrogées.....	31
Encadré 6. Quelles sont les motivations pour faire le <i>warrantage</i> ? Déclarations des personnes interrogées.....	31
Encadré 7. Quels sont les avantages de la pratique du <i>warrantage</i> ? Déclarations des personnes interrogées.....	32

Encadré 8. Quelle est votre perception du <i>warrantage</i> ? Déclarations des personnes interrogées. .....	32
Encadré 9. Perception sur la capacité de faire face à des chocs futurs .....	34
Encadré 10. Un exemple de projet intégré.....	36
Encadré 11. La nécessité de prendre en compte les différentes réalités des groupements appartenant à la FEPAB.....	36

## ACRONYMES

AGR	Activité Génératrice de Revenus
COOPSA-C	Coopérative de Prestation de Services Agricoles
DFID	Département britannique pour le Développement International ( <i>Department for International Development</i> )
FEPAB	Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso
FGD	Groupe de discussion ciblée ( <i>Focus Group Discussion</i> )
GRET	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques
GSE	Groupe Socioéconomique
ha	Hectare
HEA	Approche de l'Économie des Ménages ( <i>Household Economy Approach</i> )
IMF	Institution de Micro-Finance
IPA	Innovations pour des Actions contre la Pauvreté ( <i>Innovations for Poverty Actions</i> )
MESA	Moyens d'Existence et Sécurité Alimentaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAPSA	Programme d'Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire
REPAM	Résilience des populations pauvres et très pauvres et sécurité alimentaire dans la Boucle du Mouhoun
SOFITEX	Société Burkinabè des Fibres Textiles
ZOME	Zone de Moyens d'Existence

# RÉSUMÉ

Au Burkina Faso, la vulnérabilité paysanne face aux risques climatiques et les fortes variations des prix des denrées alimentaires de base constituent de sérieuses difficultés pour le monde rural. Le *warrantage*, en tant que stock de proximité associé à un système de crédit, pourrait contribuer à augmenter sa résilience face aux chocs générant des situations d'insécurité alimentaire. Oxfam au Burkina Faso et la Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB) soutiennent l'activité de *warrantage* dans le cadre du programme sur les Moyens d'Existence et la Sécurité Alimentaire (MESA).

La première partie du rapport décrit le fonctionnement du *warrantage* paysan au sein de la FEPAB dans la zone sud-ouest de Burkina Faso, concrètement dans les Zones de Moyens d'Existence (ZOME) 2 « Sud-Ouest fruits, coton et céréales » et 3 « Ouest Coton et Céréales ». Premièrement, une description des caractéristiques des pratiques du *warrantage* est faite : particularités des groupements et Unions pratiquant l'activité, caractéristiques socioéconomiques des ménages et la place des femmes dans la pratique de l'activité. Ensuite, une description de l'accès au crédit à travers le *warrantage* est réalisée, en particulier les possibilités d'accès au *warrantage* par les personnes n'ayant pas accès au crédit classique, ainsi que le rapport entre vulnérabilité socioéconomique et remboursement du crédit *warranté*. Enfin, une description est fournie sur l'évolution de la pratique du *warrantage* dans les trois cas d'étude (Orodora, Baguéra, et Lopohin).

La deuxième section du rapport consiste en une description des contributions du *warrantage* à la résilience des ménages, issue de l'analyse des données qualitatives collectées lors du travail de terrain. Pour cela, on décrit les motivations qui poussent à pratiquer le *warrantage*, ainsi que les changements observés au sein des ménages pratiquant l'activité. Les principales motivations à la pratique du *warrantage* sont, par ordre de fréquence dans les réponses, l'accès au crédit, le fait que le *warrantage* permet d'éviter le gaspillage, la meilleure conservation des céréales dans le magasin par rapport à la maison ou au grenier familial, la possibilité de consommer ces céréales après l'ouverture du magasin, coïncidant avec la période de soudure, le prix de vente plus rémunérateur à travers le *warrantage* qu'à travers la vente individuelle et le fait d'éviter de brader les récoltes. La perception qu'ont les personnes pratiquant le *warrantage* de l'activité est très positive. Les changements produits dans les ménages pratiquant le *warrantage* sont liés aux motivations expliquées ci-dessus et peuvent être regroupés en augmentation des revenus, augmentation de la production agricole, accès aux services sociaux de base, acquisition d'actifs, augmentation de la disponibilité alimentaire et solvabilité financière (moins d'endettement auprès des proches ou des usuriers). Ces changements diffèrent en fonction des groupes socioéconomiques et de l'utilisation du *warrantage* (stockage uniquement ou stockage et demande de crédit).

La troisième section du rapport consiste en une analyse des contributions du *warrantage* d'après le Cadre de Résilience d'Oxfam. Tout d'abord, des limites d'analyse du contexte sont identifiées ayant pour but d'améliorer l'identification et conception des futurs programmes menés par Oxfam et la FEPAB au Burkina Faso. Dans ce sens, la prise en compte des rapports de pouvoir inégaux existant entre groupes socioéconomiques et entre femmes et hommes sont des aspects à considérer si l'on veut agir sur les causes structurelles des inégalités sociales. Ensuite, une analyse est réalisée sur les contributions du *warrantage* à chaque type de capacité du Cadre de Résilience d'Oxfam et les progrès qu'il resterait à faire pour que l'activité ait un effet sur les trois. Le *Cadre d'Oxfam pour un Développement Résilient*<sup>1</sup> a comme objectif le renforcement de trois types de capacités, à savoir : (1) la capacité d'absorption, à travers la prise intentionnelle des actions protectrices visant à faire face aux chocs et stress connus ; (2) la capacité d'adaptation, à travers des ajustements progressifs de manière intentionnelle en prévision ou en réponse à un

changement, de façon à créer une plus grande flexibilité à l'avenir ; (3) la capacité de transformation, à travers la réalisation de changements structurels durables. Le *warrantage* contribue à la capacité d'absorption de chocs à travers la diminution des stratégies d'adaptation nuisibles, ainsi qu'à la capacité d'adaptation à travers la diversification des moyens d'existence. Cependant, cette contribution n'est pas de la même ampleur chez tous les groupes socioéconomiques. La participation discontinue des groupes très pauvres et pauvres en fonction des aléas climatiques, qui déterminent la quantité des récoltes, tout comme le fait que parfois ils ne sollicitent pas de crédit, sont des aspects qui limitent davantage la performance du *warrantage*. Par contre, le *warrantage* ne contribue pas de manière significative à la capacité de transformation, au contraire, il existe le risque d'augmentation des écarts entre riches et pauvres, ainsi qu'entre femmes et hommes, les femmes étant minoritaires dans la pratique de l'activité. Finalement, les trois capacités mentionnées ci-dessus sont construites à travers six processus de changement social, dont quatre pourraient être influencés par le *warrantage*, si des mesures sont prises pour améliorer la performance de l'activité, à savoir : 1) la justice de genre et le renforcement du pouvoir de dire et d'agir ; (2) la sécurisation et le renforcement des moyens d'existence ; (3) l'information ; et (4) l'apprentissage et l'innovation.

La dernière partie du rapport consiste en un chapitre de recommandations basées sur les analyses réalisées dans le cadre de cette étude. Il est proposé à Oxfam et à la FEPAB de promouvoir le *warrantage* dans les zones où l'accès au crédit est plus rare, de concevoir des programmes visant les causes structurelles de l'inégalité de genre et de l'exclusion sociale, par l'appui spécifique aux ménages très pauvres et pauvres dans les mêmes sites où l'on soutient le *warrantage*, ainsi que par le travail simultané sur les différents processus de changement social et sur l'inclusion. Il est également recommandé de revoir les objectifs stratégiques d'Oxfam et de la FEPAB en ce qui concerne le soutien au *warrantage* et l'orientation de l'activité, et de promouvoir le partage des expériences dans la pratique du *warrantage* entre les différentes faitières et groupements. Nous recommandons aux groupements pratiquant l'activité et à la FEPAB d'améliorer l'accès au *warrantage* pour les pauvres et les femmes à travers la combinaison d'une série d'actions, telles que (1) l'amélioration et l'élargissement des sensibilisations et informations sur la pratique du *warrantage* ; (2) l'établissement de limites dans le nombre de sacs stockés par personne dans les magasins de *warrantage* ; (3) la coordination entre les entrepôts de différentes tailles en fonction des objectifs des utilisateurs ; (4) l'augmentation du type de spéculation pouvant être stocké dans le magasin ; et (5) l'amélioration de leurs capacités de gestion et de négociation. Il est recommandé aux IMF de respecter les délais de remises du crédit. Enfin, nous recommandons au gouvernement et aux partenaires techniques et financiers de collaborer à la construction d'un plus grand nombre d'entrepôts et de financer des actions de discrimination positive ayant pour but de faciliter et encourager la participation des groupes les plus défavorisés, tels que les catégories socioéconomiques très pauvres et pauvres, et les femmes.

# INTRODUCTION

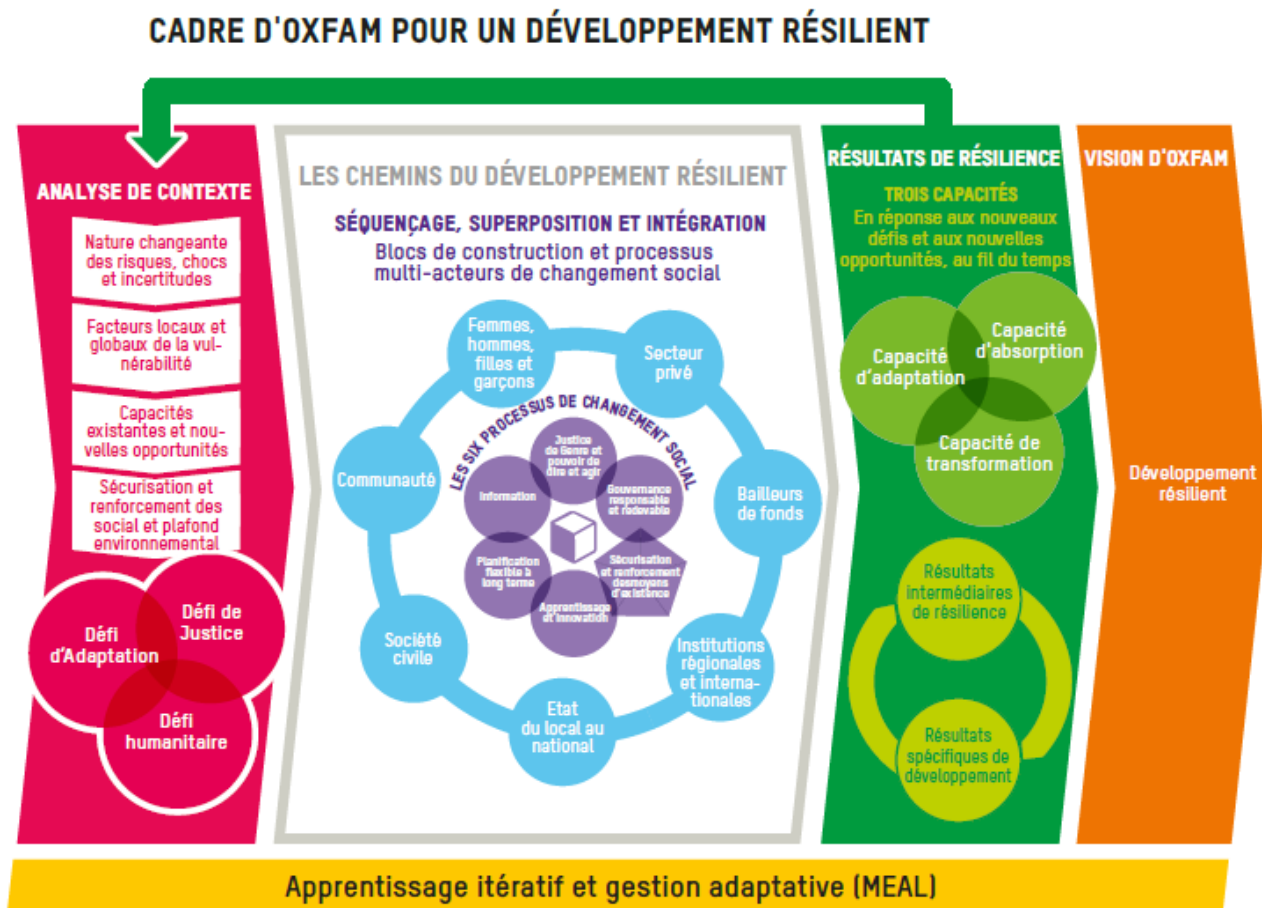
Ces dernières années, les acteurs qui travaillent dans la construction de la résilience des communautés rurales vulnérables se sont intéressés aux divers aspects de la théorie du changement, notamment à la graduation et à l'effet d'entraînement. Ce dernier se base sur l'hypothèse selon laquelle travailler sur le développement de dynamiques portées par les moins pauvres va permettre aux personnes pauvres et très pauvres de rentrer dans ces dynamiques en provoquant un « effet d'entraînement » des couches les plus pauvres vers le haut, ces dernières profitant des capacités et des opportunités qui se présentent au niveau local, en se connectant aux dynamiques existantes et en réduisant par la même occasion leur vulnérabilité.

Au Burkina Faso, la vulnérabilité paysanne face aux risques climatiques et les fortes variations des prix des denrées alimentaires de base constituent de sérieuses difficultés pour le monde rural. Les stocks de proximité sont des expériences qui pourraient contribuer à augmenter sa résilience face à ces chocs générant des situations d'insécurité alimentaire. Le *warrantage* est un type de stock de proximité associé à un système de crédit largement utilisé en Afrique et qui fonctionne particulièrement bien dans certaines régions du sud du Burkina Faso. Dans ces régions, excédentaires en production de céréales, le *warrantage* permet au monde paysan d'accéder aux crédits, de stocker les récoltes en lieu sûr et de récupérer les bénéfices potentiels de la vente des grains stockés durant la période de l'année où les prix sont élevés.

Oxfam au Burkina Faso met en œuvre depuis 2008 un programme sur les Moyens d'Existence et la Sécurité Alimentaire (MESA) qui a pour objectif d'augmenter la sécurité alimentaire et les revenus des ménages dans la zone sud-ouest du pays. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec la Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB). Le soutien à l'activité de *warrantage* est réalisé dans le cadre de ce programme.

*Le Cadre d'Oxfam pour un Développement Résilient* (ou Cadre de Résilience) a comme objectif le renforcement de trois types de capacités de résilience : (1) la capacité d'absorption, à travers la prise intentionnelle d'actions protectrices pour faire face aux chocs et stress connus ; (2) la capacité d'adaptation, à travers des ajustements progressifs intentionnels en prévision ou en réponse à un changement, de façon à créer une plus grande flexibilité à l'avenir ; (3) la capacité de transformation, à travers la réalisation de changements structurels durables. Ces capacités sont construites à travers six processus de changement social. Oxfam vise, dans un esprit de collaboration avec de multiples parties prenantes, l'amélioration de ces six processus à travers tous ses programmes. Ces processus sont (1) Justice de genre et autonomisation (*empowerment*) : processus de promotion de l'équité entre les genres et de faire entendre sa voix, d'autonomisation et de participation, y compris les processus de résolution des conflits ; (2) Sécurisation et renforcement des moyens d'existence : processus de sécurisation et construction des capitaux humain, social, naturel, physique et financier, et des activités du ménage, basé sur le cadre de moyens d'existence durables (DFID, 1999) ; (3) Information : processus de développement et création de l'information et des connaissances ayant comme but le soutien à la prise de décisions et à l'action ; (4) Planification flexible sur le long terme : processus qui renforce et améliore la prise de décision collective, prospective et flexible ; (5) Gouvernance responsable : processus qui assure l'existence des États et institutions responsables ; (6) Apprentissage et Innovation : processus permettant aux gens d'apprendre ensemble, de soutenir des expériences et d'augmenter le potentiel d'innovation (sociale et technologique).

Graphique 1. Cadre de Résilience d'Oxfam



Source : Jeans et al. (2016).

Cette recherche a comme objectif l'étude de l'hypothétique effet d'entraînement de l'activité de *warrantage* menée par la FEPAB dans la zone sud-ouest du Burkina Faso, ainsi que l'analyse du *warrantage* à travers le *Cadre de Développement Résilient* d'Oxfam. L'étude cherche à documenter l'effet du *warrantage* sur la réduction des inégalités et la construction de la résilience, ainsi que d'observer l'évolution des capacités de stockage, de l'activité de *warrantage*, des revenus, des actifs, et des stratégies d'adaptation pour les personnes les plus vulnérables ou les moins nanties. Les conclusions de l'étude alimenteront l'élaboration de recommandations visant à améliorer l'intégration de ces personnes dans les dynamiques de développement, et à la construction d'un effet d'entraînement et d'une résilience viables.

## MÉTHODOLOGIE

Pendant la première phase de recherche, une première approximation de l'objet d'étude a été réalisée en examinant les documents du projet et les documents stratégiques fournis par Oxfam.

La deuxième phase, le travail de terrain, a été réalisée pendant 12 jours par une équipe composée d'une chercheuse principale, un assistant et 4 enquêteurs et enquêtrices. Pendant cette phase, cinq magasins de *warrantage* ont été visités. Deux jours ont été consacrés à chaque village accueillant l'un des magasins. Dans chaque village, l'ensemble des acteurs clefs ont été rencontrés à travers des discussions de groupe (FGD). Un FGD a été réalisé avec chacune des structures suivantes : le comité de *warrantage*, le comité de gestion du groupement ou de l'Union de producteurs céréaliers, ainsi que les représentantes des groupements de femmes existant dans le village. Lorsque cela se révélait pertinent, des entretiens individuels avec des personnes

ressources, tels que les animateurs d'autres projets mis en place dans le village ou les présidents des groupements cotonniers, ont été réalisés. L'annexe 1 reprend la liste des personnes et groupements interrogés.

Ensuite, un échantillon de personnes appartenant aux ménages pratiquant le *warrantage* et un autre composé de personnes ne le pratiquant pas, ont été interrogés lors d'entretiens individuels approfondis avec un guide d'entretien (Annexe I). Finalement, dans chaque magasin, les registres des personnes ayant pratiqué le *warrantage* ainsi que le nombre de sacs stockés par chacune d'entre elles ont été collectés afin d'analyser les tendances dans la phase d'analyse. Le tableau 1 reprend le nombre d'entretiens individuels lors desquels des personnes pratiquant et ne pratiquant pas le *warrantage* ont été interrogées dans chaque village. Il faut noter que le nombre de personnes interrogées par village et au sein de chaque catégorie (pratiquant le *warrantage*, ne pratiquant pas le *warrantage*, homme, femme) a été aléatoire et dépendait du temps dont disposait l'équipe d'étude (2 jours par village) et des personnes avec lesquelles cette dernière s'entretenait. En effet, concernant les personnes pratiquant le *warrantage*, une première présélection des personnes à interroger a été réalisée à partir des listes disponibles dans les groupements de *warrantage* en suivant différents critères tels que le nombre de sacs stockés et le sexe de la personne, en s'assurant de la présence, parmi l'échantillon, d'un certain nombre de personnes stockant un nombre restreint de sacs et des femmes. Cependant, ces personnes n'étaient pas forcément disponibles, amenant l'équipe à devoir interroger d'autres personnes qui pratiquaient le *warrantage*. Quant aux personnes ne pratiquant pas le *warrantage*, l'échantillonnage a été fait de manière aléatoire à partir d'un point du village et par transects en suivant la méthodologie porte à porte. Le nombre de personnes ne pratiquant pas le *warrantage* a toujours été inférieur au nombre de personnes pratiquant le *warrantage*, l'objectif principal de l'étude étant de comprendre les changements rencontrés au sein des ménages pratiquant l'activité.

**Tableau 1. Nombre d'entretiens individuels réalisés par village**

Villages	<i>Warrantage</i>			Pas de <i>warrantage</i>			TOTAL
	H	F	Total	H	F	Total	
Lopohin	8	1	9	4	0	4	13
Léna	7	2	9	4	1	5	14
Baguéra	7	7	14	6	1	7	21
Magnimasso	9	4	13	2	1	3	16
Orodara	1	5	6	1	5	6	12
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>51</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>25</b>	<b>76</b>

L'échantillon des magasins a été choisi en fonction de plusieurs critères, tels que la représentativité des différentes Zones de Moyens d'Existence (ZOME), le type de structure pratiquant le *warrantage* (Union provinciale, Union Départementale, groupement dans un village) et l'enclavement du magasin par rapport aux principaux axes routiers. Le nombre d'années de pratique de *warrantage* par le groupement ou Union a été déterminant, afin de pouvoir observer les tendances sur une période historique plus large. Enfin, les contraintes en termes de sécurité ont limité la zone où la consultante principale avait le droit de se déplacer (l'axe Bobo-Dioulasso – Ouagadougou), ainsi cette zone a été priorisée et deux magasins sur les cinq visités se trouvaient sur ledit axe.

**Tableau 2. Caractéristiques des magasins faisant partie de l'échantillon**

Région	Province	Département	Magasin <sup>2</sup>	ZOME	Milieu	Type de structure pratiquant le <i>warrantage</i>	Nombre d'années de pratique du <i>warrantage</i>	Enclavement par rapport aux principaux axes routiers	Zone sécuritaire
Hauts Bassins	Tuy	Koumbia	Lopohin	3	Rural	Groupement	3	Oui	Permis
Hauts Bassins	Houet	Léna	Léna	2	Semi-rural	Union départementale	5	Modéré	Permis
Cascades	Léraba	Loumana	Baguéra	2	Semi-rural	Union/Groupement	5	Oui	Restrictions
Boucle de Mouhon	Mouhon	Dédougou	Magnimasso	3	Rural	Groupement	4	Oui	Restrictions
Hauts Bassins	KénéDougou	Orodara	Orodara	2	Urbain	Union Provinciale	3	Non	Restrictions

La troisième phase de l'étude s'est concentrée sur la saisie des données issues des entretiens et l'analyse des résultats obtenus sur le terrain. Sur ce point, il convient de souligner les limitations de cette étude. Le travail de terrain a été fait simultanément pour la partie quantitative et la partie qualitative, l'analyse des données a donc dû être réalisée ultérieurement, après la phase de terrain. Ceci a engendré des difficultés d'interprétation et des limitations d'analyse. En effet, après avoir réalisé l'analyse quantitative, une série de questions est apparue, telles que des questions relatives au comportement des groupements lors du stockage pendant certaines années (diminution du nombre de personnes pratiquant l'activité ou du nombre de sacs). Des réponses auraient pu être apportées grâce un travail de terrain qualitatif ultérieur qui aurait complété les résultats quantitatifs. Cependant, cela n'a pas été possible car le guide d'entretien qualitatif a été conçu avant la collecte des données quantitatives, et analysé ultérieurement. Par conséquent, un certain nombre d'aspects issus de l'analyse quantitative n'a pas pu être expliqué.

# 1 LA PRATIQUE DU WARRANTAGE AU SEIN DE LA FEPAB

La Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB) regroupe les Unions départementales et provinciales de tout le pays. Elle soutient plusieurs activités, dont le *warrantage* dans les régions des Hauts Bassins, Cascades et de la Boucle du Mouhoun. Les structures soutenues par la FEPAB peuvent être classées en trois catégories : les Unions Provinciales, comme celle d'Orodara, les Unions Départementales, comme celle de Léna, et les groupements de producteurs disposant d'un magasin dans un village, comme Baguéra, Magnimasso et Lopohin.

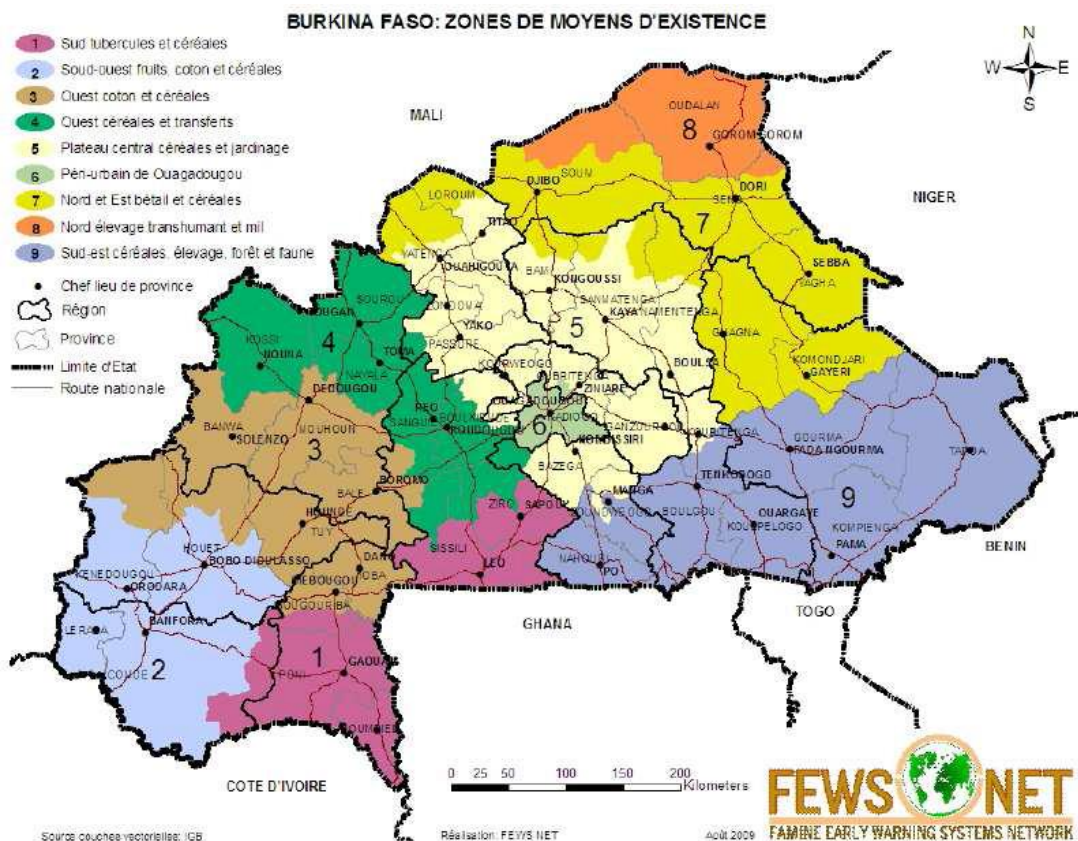
Il est important de mentionner que **l'historique de l'organisation paysanne qui décide de mettre en place l'activité de *warrantage* est un facteur qui influence considérablement le type de culture stockée**. Ainsi, dans le sud du pays, la FEPAB soutient la commercialisation du maïs depuis des années. La pratique du *warrantage* au sein de cette organisation est donc particulièrement liée à la commercialisation de cette céréale. En revanche, dans la région du Centre Nord, ce sont les Unions Provinciales et Départementales de niébé (haricots) qui ont promu le *warrantage* au sein des organisations paysannes. Il est donc logique que le produit le plus stocké en *warrantage* dans cette région soit le haricot (Sánchez et Suárez, 2015).

Dans chaque groupement, qu'il soit à l'échelle villageoise, départementale ou provinciale, il existe deux structures de gestion, à savoir : un comité de gestion du groupement, chargé de la gestion générale du groupement<sup>3</sup>, et un comité de *warrantage*, qui gère uniquement ladite activité. Dans le cadre de cette étude, des FGD ont été organisés séparément avec des membres issus de ces deux structures dans chaque site, afin de collecter des informations plus générales sur le groupement, et plus spécifiques sur l'activité de *warrantage*.

## 1.1 CARACTÉRISTIQUES DES ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE DE LA ZONE D'ÉTUDE

La zone d'influence de la Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina Faso (FEPAB), où l'activité de *warrantage* est mise en œuvre, englobe une vaste zone du sud-ouest de Burkina Faso. Ces zones administratives se trouvent dans deux Zones de Moyens d'Existence (ZOME)<sup>4</sup> : la ZOME 2 : Sud-ouest – fruits, coton et céréales ; et la ZOME 3 : Ouest - coton et céréales.

**Graphique 2. Zones de moyens d'existence de Burkina Faso**



Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012a.

### 1.1.1 La ZOME 2 « Sud-Ouest fruits, coton et céréales »

La ZOME 2 est située à l'extrémité sud-ouest du pays. Elle comprend presque la totalité de la région des Cascades ainsi qu'une bonne partie de la région des Hauts-Bassins. Dans cette zone de moyens d'existence, la taille typique des ménages est de 10 personnes pour les très pauvres, 12 pour les pauvres, 13 pour les moyens et 15 pour les nantis. Les superficies totales moyennes cultivées par groupe socioéconomique varient de 5 ha à 23 ha, selon le niveau de richesse. Les superficies réservées aux cultures vivrières varient de 3 ha chez les très pauvres à 9 ha chez les ménages nantis. Dans cette zone, la superficie consacrée aux cultures de rente est plus importante que celle des cultures vivrières toutes catégories confondues, exception faite des ménages très pauvres. Plus de 50 % des superficies consacrées aux cultures de rente sont détenues par les riches (les nantis et les moyens). Toutes les catégories socioéconomiques possèdent des volailles et des caprins (avec des quantités variables). Les groupes moyens et nantis se caractérisent par la possession de bovins (respectivement 5 et 35 têtes). Hormis les très pauvres, tous les groupes possèdent au moins un âne et une charrue.

Les stratégies d'adaptation face aux chocs peuvent être répertoriées en deux catégories : les stratégies liées aux diminutions des dépenses et celles liées à l'augmentation des revenus. Elles sont mises en œuvre de manière différente selon le groupe socioéconomique.

En période difficile (mauvaise année), les ménages de tous les groupes socioéconomiques adoptent des méthodes de réduction des dépenses pour faire face à cette situation. Ces réductions sont plus perceptibles au niveau des ménages pauvres et très pauvres et entraînent quelquefois une situation d'insécurité alimentaire des ménages, voire la suppression des besoins vitaux et de certains facteurs de production. Le tableau 3 illustre les ajustements opérés par ces ménages.

Quant aux stratégies liées aux revenus, les groupes socioéconomiques développent diverses stratégies pour augmenter leurs revenus. La stratégie la plus utilisée par les ménages est la vente des animaux domestiques (petits ruminants surtout) pour tous les groupes socioéconomiques qui en possèdent ou le travail agricole (sur place ou par migration). Le tableau 3 donne un aperçu du phénomène (Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012a).

**Tableau 3. Stratégies d'adaptation face aux chocs des différents groupes socioéconomiques de la ZOME 2**

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012a

Stratégies d'adaptation face aux chocs	Nantis	Moyens	Pauvres	Très Pauvres
<b>Stratégies liées aux dépenses</b>	Réduction des dons et cadeaux envers la communauté			
	Réduction des dépenses liées aux engagements sociaux		Réduction des cotisations ponctuelles	
	Réduction des dépenses d'habillement			
	Arrêt de l'achat de certains aliments (sucre, lait, boisson alcoolisée, etc.)			
	Réduction des dépenses pour les fêtes			
	Réduction des investissements en bétail		Réduction de l'achat de piles	Réduction de l'achat de savon
	Réduction des dépenses en construction	Réduction des dépenses en viande	Réduction des dépenses en riz	
			Réduction des dépenses en intrants, pesticides	
	Réduction des dépenses en carburant			
	Réduction des voyages	Réduction du nombre de repas par jour		
		Réduction des dépenses d'ustensiles de cuisine et condiments		
	<b>Stratégies liées aux revenus</b>	Augmentation du nombre de bovins vendus		Pratique de l'orpaillage, pratique de la chasse
Augmentation du nombre de petits ruminants et/ou volailles vendus				
Migration pour le travail				
Migration hors des frontières				
Ventes des surplus d'engins du ménage		Travail domestique		
Vente de lait et de beurre		Vente de produits de cueillette		
Prestation de service (locations de bœufs de labour, tracteurs)		Augmentation du nombre de personnes qui font de l'échange contre travail		
Commerce		Petit commerce	Vente de bois ou charbon de bois	
Prêts/crédits (caisse populaire, banques)			Pratique du maraîchage (vente de condiments)	
Baisse de main d'œuvre agricole				
Dons venant de l'extérieur (argent et nourriture)			Travail chez les plus nantis	
		Vente de briques confectionnées (maçonnerie)		

### 1.1.2 La ZOME 3 « Ouest Coton et Céréales »

La ZOME 3 est composée en partie par la région de la Boucle du Mouhoun, la région des Hauts Bassins et la région du Sud-Ouest. La taille moyenne des ménages est assez élevée dans la zone (12 personnes). Elle est plus élevée chez les ménages nantis (15 personnes) que chez les ménages très pauvres (10 personnes). Les nantis disposent, par conséquent, d'une force de travail « familiale » plus élevée leur permettant d'exploiter une grande superficie.

La superficie cultivée augmente avec le groupe de richesse. Elle est de 2 ha chez les très pauvres et de 25 ha chez les nantis. Il en ressort que près de 87 % des terres est exploitée par les moyens et les nantis, soit 37 % de la population de la zone. Ceci leur permet, durant les bonnes années, d'avoir une bonne production qui couvre leurs besoins durant toute l'année et leur permet d'accumuler des stocks importants.

Les très pauvres et les pauvres représentent environ 63 % de la population de la zone et exploitent seulement 17 % des terres cultivées. Ces groupes éprouvent des difficultés pour couvrir leurs besoins alimentaires avec leur propre production.

Les superficies cultivées sont réparties entre la culture rentière et la culture vivrière de façon équilibrée sur l'ensemble de la ZOME (50 % chacune). La culture de rente est dominée par le coton et la culture vivrière par le maïs. Ces deux cultures sont généralement pratiquées en rotation. De cette façon, les ménages visent un double objectif : garantir les besoins alimentaires avec les cultures vivrières, et se procurer des revenus monétaires avec les cultures de rente.

Des différences notables existent également entre groupes de richesse en ce qui concerne la possession des animaux. Les très pauvres et les pauvres n'ont pas de bovins, ni de bœufs de trait. Les nantis et les moyens ont, respectivement, 40 et 11 têtes de bovins. Ils sont propriétaires de 90 % des petits ruminants de la zone, contre 10 % pour les pauvres et les très pauvres. En période difficile, les stratégies d'adaptation à mettre en œuvre sont assez limitées chez les pauvres qui n'ont qu'une seule volaille.

Les moyens et les nantis disposent d'autres biens productifs ayant une forte valeur ajoutée pour l'agriculture (bœufs de trait, charrue, charrette, etc.). Les pauvres et les très pauvres sont dépourvus de ces biens et sont donc incapables d'emblaver de grandes superficies.

En mauvaise année, les ménages développent une panoplie de stratégies d'adaptation pour combler la faiblesse des récoltes. D'une part, ils développent des moyens pour augmenter leurs revenus et d'autre part, ils réduisent les dépenses liées à certains articles. La réduction et/ou la suppression des dépenses liées aux engagements sociaux, à l'habillement et à certains aliments tels que le sucre, le lait, les boissons alcoolisées, etc., concerne tous les groupes sociaux économiques. D'une manière générale, toutes les dépenses faites par les ménages en année normale sont réduites en mauvaise année. Les ménages pauvres et très pauvres vont jusqu'à réduire la ration alimentaire quotidienne ou consommer des aliments d'exception.

Certaines stratégies sont liées à l'augmentation du revenu par le ménage pour subvenir aux besoins de base. Dans cette zone, en mauvaise année, il y a trois stratégies développées par les groupes socioéconomiques. Il s'agit de l'augmentation de la vente de cheptel (nantis, moyens et dans une moindre mesure les pauvres), la migration et la vente de bois et du charbon, qui ne concernent pas les nantis. D'une manière générale, les catégories moyennes développent plus de stratégies que les autres groupes. En mauvaise année, les nantis vendent les céréales issues de leur stock et réduisent la main d'œuvre et seuls les très pauvres effectuent le travail contre nourriture pour subvenir à leurs besoins (Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012b). Le tableau 4 illustre les ajustements opérés par ces ménages.

**Tableau 4. Stratégies d'adaptation face aux chocs des différents groupes socioéconomiques de la ZOME 3**

Stratégies d'adaptation face aux chocs	Nantis	Moyens	Pauvres	Très Pauvres
Stratégies liées aux dépenses	Réduction des dons et cadeaux			
	Réduction des dépenses liées aux engagements sociaux			
	Réduction des dépenses de communication			
	Arrêt de l'achat de certains aliments (sucre, lait, boisson alcoolisée, etc.)			
	Réduction de la main d'œuvre			
	Réduction des dépenses d'habillement			
		Réduction des dépenses de transport		
		Réduction de la quantité de repas		
		Réduction du nombre de repas par jour		
		Réduction des dépenses d'ustensiles de cuisine		
Stratégies liées aux revenus	Augmentation du nombre de bovins vendus			
	Augmentation du nombre de petits ruminants vendus			
	Ventes des stocks de céréales			
	Baisse de main d'œuvre agricole			
		Vente de sable		
		Migrations		
				Travail contre nourriture
		Vente de bois ou de charbon		
			Travail agricole	

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012b

## 1.2 CARACTÉRISTIQUES DES PERSONNES PRATIQUANT LE WARRANTAGE

Il convient tout d'abord de faire une description du type de structure, de ménage et d'individu qui pratiquent le *warrantage* dans la zone d'étude.

### 1.2.1 Caractéristiques des groupements et Unions

Dans la zone d'étude, nous avons identifié des différences notables entre les différents types de groupements pratiquant le *warrantage* : structures provinciales, départementales ou villageoises. Les différences concernent le type de moyens d'existences des ménages pratiquant le *warrantage* et l'accès au crédit. Ainsi, dans les Unions Provinciales, les moyens d'existence des ménages pratiquant le *warrantage* sont plus orientés vers le commerce et moins vers l'agriculture pluviale<sup>5</sup>, le milieu étant plus urbain. C'est le cas d'Orodara, où la plupart des sacs stockés en

*warrantage* ne sont pas produits par les personnes qui stockent, mais achetés par celles-ci et puis stockés dans le magasin. L'existence des Institutions de Micro-Finances (IMF) dans la ville facilite l'accès au crédit, que ce soit de manière individuelle, pour les plus nantis, ou par le biais des groupements<sup>6</sup>. En revanche, au niveau des villages, l'accès au crédit est beaucoup plus restreint et seuls les individus disposant de moyens importants et pouvant se déplacer dans les centres urbains ont accès aux crédits. Dans ces villages, la principale source de nourriture et de revenus est l'agriculture et, dans la plupart des cas, c'est la production même qui est stockée dans le magasin de *warrantage*, sauf dans les cas des femmes qui peuvent acheter pour stocker vu leur accès restreint à la terre de culture. Cet aspect est développé dans la section 1.2.3.

## 1.2.2 Caractéristiques des ménages pratiquant le *warrantage*

Les ménages pratiquant le *warrantage* sont divers. Une classification des ménages interrogés a été réalisée en fonction des informations issues des entretiens par rapport aux indicateurs clés définissant les moyens d'existence selon la méthodologie d'analyse de l'économie des ménages (HEA).

Les tableaux 3 et 4 montrent les indicateurs clés des ZOME 2<sup>7</sup> et 3<sup>8</sup> respectivement selon les différents groupes socioéconomiques : très pauvres, pauvres, moyens et nantis.

**Tableau 5. Caractéristiques des ménages de la ZOME 2 en fonction des catégories socioéconomiques**

Groupes socio économiques (GSE)	Proportion relative des ménages (%)	Proportion relative GSE par rapport à la population (%)	Taille du ménage	Superficie totale cultivée (ha)	Superficie vivrière (ha)	Superficie rentes (ha)	Troupeau	Autres bien productifs
Très pauvres	22%	18%	10	5	3	2	0 ovin 2 caprins 5 volailles 0 porc	
Pauvres	48%	48%	12	9	4	5	0 bovin 5 ovins 4 caprins 13 volailles	1 âne 1 charrue
Moyens	20%	22%	13	11	5	6	5 bovins 10 ovins 7 caprins 16 volailles	2 bœufs de trait 1 âne 1 charrue 1 charrette
Nantis	10%	12%	15	23	9	14	35 bovins 18 ovins 17 caprins 33 volailles	4 bœufs de trait 2 ânes 2 charrues 1 charrette

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (2012a).

**Tableau 6. Caractéristiques des ménages de la ZOME 3 en fonction des catégories socioéconomiques**

Groupes socio économiques (GSE)	Proportion relative des ménages (%)	Proportion relative GSE par rapport à la population (%)	Taille du ménage	Superficie totale cultivée (ha)	Superficie		Troupeau	Autres biens productifs	Autres biens
					vivrière (ha)	rentière (ha)			
Très pauvres	18 %	15 %	10	2	1	1	0 bovin 1 caprin 7 volailles 0 porc		1 vélo
Pauvres	49 %	48 %	12	6	3	3	0 bovin 3 ovins 4 caprins 15 volailles 2 porcs	1 âne 0 charrue	2 vélos
Moyens	25 %	27 %	13	12	7	5	11 bovins 15 ovins 12 caprins 28 volailles 5 porcs	4 bœufs de trait 2 ânes 2 charrues 1 charrette	4 vélos 1 moto
Nantis	8 %	10 %	15	25	13	12	40 bovins 34 ovins 16 caprins 43 volailles 6 porcs	8 bœufs de trait 5 ânes 3 charrues 2 charrettes	10 vélos 2 motos

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (2012b).

Dans quatre villages sur les cinq couverts par l'étude appartenant à la ZOME 2 et 3, Léna, Baguéra, Lopohin, Magnimasso, il y a des ménages pratiquant le *warrantage* dont les caractéristiques de certains indicateurs (surface totale cultivée, sources de revenus et possession de bétail) peuvent suggérer qu'il s'agit de ménages pauvres<sup>9</sup>. Puisque le choix des ménages à interroger s'est porté sur ceux qui ont stocké peu de sacs, il est logique de trouver dans l'échantillon des ménages moins aisés. Plusieurs ménages interrogés cultivent une surface totale qui varie entre 2,5 et 9 ha<sup>10</sup> dans la ZOME 3 et entre 5 et 10 ha dans la ZOME 2<sup>11</sup>. Dans ces villages, bien que la quantité produite constitue le facteur déterminant le nombre de sacs stockés (les ménages stockent ce qu'ils récoltent, ils n'achètent pas pour stocker, sauf dans des cas exceptionnels, notamment en ce qui concerne les femmes), on ne peut pas catégoriser tous ces ménages comme très pauvres et pauvres. En effet, d'autres facteurs tels que les sources de revenus ou le bétail possédé jouent un rôle significatif dans les moyens d'existence du ménage. Néanmoins, il existe quelques ménages pauvres pratiquant le *warrantage* dans ces villages, les ménages très pauvres le pratiquant étant très rares voire inexistants dans le cas de la ZOME 2 (villages de Baguéra et Léna). **Ces ménages très pauvres et pauvres, qui stockent entre 2 et 10 sacs<sup>12</sup>, rencontrent une série de contraintes diminuant les avantages du *warrantage*. Premièrement, ces ménages sont ceux qui ont le plus de difficulté à pratiquer le *warrantage* de façon continue chaque année, les chocs affectant significativement leur capacité à stocker : en effet, il suffit que la récolte soit un peu moins bonne une année donnée pour que le ménage ne dispose pas de suffisamment de sacs pour stocker. Deuxièmement, ces ménages n'osent parfois pas demander un crédit de peur de ne pas pouvoir le rembourser, la priorité pour eux étant de disposer de leurs céréales durant la période de soudure.**

### **Encadré 1. Déclarations des ménages de la catégorie socioéconomique pauvre dans les ZOME 2 et 3.**

« J'ai juste fait le stockage, car j'avais besoin de mes sacs pour la période de soudure. Je n'ai pas pris de crédit, car je n'ai pas les moyens de le rembourser. Après l'ouverture du magasin, j'ai ramené mes sacs à la maison pour la consommation familiale ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lopohin.

« Je stocke, mais je n'ai jamais pris de crédit par peur de ne pas pouvoir le rembourser dans les délais ». Femme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso et stockant 4 sacs.

« Je ne demande pas de crédit. J'ai fait le stockage car il est difficile de garder les céréales à la maison parce que nous buvons du dolo<sup>13</sup> et nous sommes tentés à chaque fois [de puiser dans nos réserves] pour vendre ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

Le cas d'Orodara est un cas particulier. Comme il a été souligné dans la section 1.2.1, il s'agit d'un milieu plutôt urbain et un milieu rural adjacent caractérisé par une petite disponibilité des terres. La plupart des familles interrogées cultivent des petites surfaces de produits maraîchers et fruitiers, ce qui leur permet de générer des revenus avec lesquels acheter des céréales pour la consommation et la pratique du commerce, cette dernière faite en partie à travers le *warrantage*. L'estimation de la catégorisation socioéconomique des ménages pratiquant le *warrantage* à Orodara fait ressortir un niveau plus aisé que celui retrouvé dans les autres villages étudiés. En effet, la majorité des ménages peut être classifiée comme étant au moins dans la catégorie « moyens ».

### **1.2.3 La place des femmes dans le *warrantage***

**La présence des femmes dans le *warrantage* est minoritaire. Les deux principales contraintes limitant leur participation sont : la faible production, et le type de produit stocké au sein du magasin de *warrantage*.**

En ce qui concerne la production, elle est liée à l'accès à la terre par les femmes. La plupart des terres du ménage correspondent aux champs familiaux, habituellement dirigés par les hommes de la famille et cultivés par tous les membres du ménage, y compris les femmes. D'après les entretiens réalisés, ces dernières cultivent aussi dans des petites parcelles d'environ 1 ha, généralement concédées par leurs maris ou issues d'héritages familiaux. Les fruits de ces terres comptent parmi les rares ressources sur lesquelles les femmes disposent d'un accès et d'un contrôle total. Ils sont généralement destinés principalement au petit commerce, directement ou sous forme de produits qu'elles transforment elles-mêmes (beignets d'haricot, tartes de mil, bière de sorgho, etc.).

Les femmes n'ont pas généralement de contrôle sur la production familiale. C'est le mari qui gère cette production. **Dans certains cas, il est ressorti des entretiens que le mari peut donner quelques sacs à la femme pour stocker en *warrantage*. Dans d'autres cas, les femmes rachètent à leurs maris une part de la production familiale. Cependant, la plupart des femmes stockent d'autres sacs acquis par leurs propres moyens. Cela montre que la plupart des femmes qui pratiquent le *warrantage* sont des femmes qui pratiquent déjà des activités génératrices de revenus (AGR) et qui ont des moyens pour acheter des sacs de céréales pour les stocker.**

En ce qui concerne le type de produit stocké en *warrantage*, ceci dépend des règles fixées par chaque comité de *warrantage*. Dans plusieurs cas, il a été relevé dans les FGD qu'il n'est pas permis de stocker du riz ou des arachides. Pourtant, ce sont ces spéculations qui sont produites ou transformées par les femmes. Ceci empêche donc les femmes de stocker leur maigre production. Dans certains cas, ceci peut être une stratégie pour monopoliser le magasin par les spéculations produites majoritairement par les hommes, comme le maïs. En effet, **la présence**

des femmes étant assez faible dans les organes de prise de décision (comités de gestion des groupements et comités de *warrantage*), il est difficile que leurs intérêts soient pris en compte dans les assemblées. Dans d'autres cas, il s'agit d'un malentendu de la part des comités qui ont compris au départ que le *warrantage* était seulement destiné au maïs, bien que dans certains cas il y ait eu une augmentation du type de produit qui peut être stocké au cours des dernières années.

## 1.3 L'ACCÈS AU CRÉDIT À TRAVERS LE WARRANTAGE

L'un des avantages du *warrantage* pour les personnes le pratiquant est la possibilité d'avoir accès à un crédit. Il convient donc de se poser la question « à qui profite réellement aujourd'hui le *warrantage* ? » : aux personnes exclues du crédit classique, ou à celles qui y ont déjà accès ? Et ce, afin de déterminer si le *warrantage* permet de diminuer l'écart entre les différents groupes socioéconomiques en permettant l'accès à de nouveaux services financiers.

### 1.3.1 L'accès au *warrantage* par les personnes n'ayant pas accès au crédit classique

L'analyse faite dans le cadre de cette étude montre que, de façon générale, le *warrantage* profite à ceux qui ont déjà accès au crédit. En effet, les personnes pratiquant le *warrantage* ont souvent eu accès à d'autres types de crédits par le passé. Ces derniers étant de plusieurs types, il convient de les détailler.

Premièrement, ceux qui ont accès au **crédit individuel** avec la Caisse Populaire. Il s'agit de personnes dotées d'un certain niveau socioéconomique, possédant des biens pouvant être donnés comme garantie (moto, etc.). Cet accès au crédit individuel ne dépend pas seulement du niveau socioéconomique de la personne, mais aussi de l'endroit où elle vit. Ainsi, dans les chefs-lieux de province ou de département, une proportion assez élevée des personnes pratiquant le *warrantage* a déjà eu accès à des crédits individuels, des succursales des Caisse Populaires y étant présentes, tandis que dans les villages<sup>14</sup>, la grande majorité des personnes pratiquant le *warrantage* n'a jamais eu accès à un crédit individuel. Ceci est dû principalement à l'absence des IMF.

Deuxièmement, les personnes appartenant à des groupements (qu'il s'agisse de groupements de *warrantage* ou autres) ont accès à des **crédits octroyés au groupement par des IMF**, notamment la Caisse Populaire. Au sein de ces groupements, le crédit est partagé entre les membres et est notamment utilisé pour mettre en place des AGR au niveau individuel.

Un autre type de crédit est celui appelé le « **crédit intrants** », dans la plupart des cas octroyé par la Société Burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX) et, dans d'autres, octroyé par les groupements faisant partie de la FEPAB.

Parmi les personnes interrogées, qu'elles pratiquent ou non le *warrantage*, le crédit le plus fréquent est le crédit intrants, dans la plupart des cas octroyé par la SOFITEX, ce qui les oblige à destiner une partie de leurs champs à la culture du coton ; d'autre part, le crédit intrants ne permet pas d'entamer des AGR, pourtant le principal moyen de diversification des sources de revenus. Dans d'autres cas, le crédit intrants est obtenu à travers le groupement dont elles font partie, notamment pour les personnes qui pratiquent le *warrantage*, mais il s'agit d'exceptions. Ceci est dû au fait que les aides de l'État ou des ONG perçues par les groupements visant l'octroi des crédits intrants ne sont pas très répandues et, quand elles existent, elles ciblent un nombre très réduit de personnes. Un nombre non négligeable de personnes, notamment celles pratiquant le *warrantage*, a accès aux crédits individuels grâce à leur situation socioéconomique et à l'existence des IMF dans la zone dans laquelle elles résident. Enfin, d'autres personnes n'ont pas

accès aux crédits individuels mais peuvent y accéder à travers le groupement duquel elles font partie.

Le nombre de personnes qui n'ont accès à aucun type de crédit est réduit. Comme il a été signalé, l'accès au crédit varie significativement en fonction du milieu urbain ou rural de résidence de la personne. Dans cette étude, c'est dans les villages de Lopohin et Magnimasso que le nombre de personnes n'ayant accès à aucun type de crédit s'est révélé le plus élevé. Ceci donne des pistes aux Organisations Non Gouvernementales (ONG) et faitières (la FEPAB) sur les **localisations les plus pertinentes pour la construction des magasins et la promotion du *warrantage* si l'on veut que les personnes sans accès aux crédits puissent y accéder.**

Afin que les personnes n'ayant pas accès aux crédits classiques puissent accéder au *warrantage*, des recommandations ont été formulées par les personnes qui ne le pratiquent pas, à savoir (1) principalement la diffusion de l'activité de *warrantage*, insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement du stockage mais aussi de l'octroi d'un crédit. Ceci met en évidence une sensibilisation insuffisante de la part des comités de *warrantage*, parfois très concentrée sur les « proches », ce qui peut être expliqué par le fait que les magasins sont, dans la plupart des cas, « monopolisés » par les personnes qui pratiquent déjà l'activité. D'autres personnes ont souligné (2) la nécessité de soutenir l'augmentation de la production agricole pour pouvoir adhérer au *warrantage*, (3) tout comme l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation), ce qui leur permettrait de ne pas brader leurs récoltes pour subvenir aux besoins de la famille et donc, de pouvoir stocker une partie de la production dans le *warrantage*.

**Encadré 2. Comment faire pour que les personnes ne bénéficiant pas du crédit classique puissent accéder au crédit *warranté* ? Déclarations des personnes interrogées.**

« À mon avis, pour aider les personnes qui ne bénéficient pas du crédit classique à accéder désormais au crédit *warranté*, il faut d'abord sensibiliser la population sur le *warrantage* puisqu'il y en a beaucoup qui ignorent le fonctionnement du *warrantage* ; pour qu'elle sache que le *warrantage* ne permet pas seulement de stocker des céréales, mais permet également d'octroyer des crédits aux participants pour qu'ils puissent mener des AGR ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« À mon avis, pour que ceux qui ne bénéficient pas du crédit classique puissent bénéficier du crédit *warranté*, cela peut se faire [de deux manières] : (1) premièrement, les personnes inscrites sur la liste du groupement, même si elles ne font pas de *warrantage*, peuvent s'unir à d'autres personnes *warrantées* pour obtenir un crédit *warranté* qu'elles se partagent, et à la date du remboursement, elles réunissent ensemble la somme pour le versement. C'est ainsi que fonctionnent certaines femmes dans notre groupement. (2) Deuxièmement, les non-*warrantés* souhaitant un crédit *warranté* peuvent collaborer avec les *warrantés* qui stockent mais qui ne prennent pas de crédit : ces derniers prennent le crédit à leur propre nom, et le remettent à un non-*warranté* qui devra se dépêcher de le rembourser d'ici la date d'échéance pour que le *warranté* le rembourse à son tour. Avec ces deux points, il faut néanmoins s'assurer que la personne sera en mesure de rembourser ». Femme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

« Il faut les encourager à produire et leur apprendre à faire des calculs (donner un fonds aux groupements pour aider les plus pauvres) ». Homme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

« Il faut discuter avec eux pour qu'ils sachent que même avec un sac, ils peuvent déposer et bénéficier d'un crédit ». Femme pratiquant le *warrantage* à Lena.

« Pour moi, les populations ne pouvant pas bénéficier du crédit classique, doivent être aidées pour augmenter leur production, leur permettre de participer au *warrantage* et bénéficier alors du crédit *warranté* ». Homme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

### 1.3.2 Vulnérabilité et remboursement du crédit *warrantage*

D'après les données quantitatives, on peut affirmer que dans certains magasins, comme celui de Lopohin, à partir de la troisième année, il y a de nouvelles personnes pratiquant le *warrantage* qui stockent un nombre réduit de sacs (entre 1 et 6). Bien que l'on ne puisse pas affirmer que le nombre de sacs stockés détermine la catégorie socioéconomique, et ce en raison d'autres facteurs non connus mais déterminants (la principale activité du ménage n'est pas l'agriculture, donc il se montre prudent la première année de pratique de l'activité, etc.), on peut cependant affirmer, comme il a été précédemment souligné, qu'un certain nombre de ménages pauvres pratiquent l'activité. Cependant, il s'agit d'un nombre réduit, bien que l'on observe une tendance légèrement croissante depuis la première année.

Le pourcentage de non remboursement des crédits *warrantés* n'a pas augmenté. Cette absence de variation est notamment due au fait que le remboursement n'est pas forcément obligatoire avant la vente. Au contraire, dans certains groupements, la plupart des gens remboursent après l'ouverture du magasin et la vente du nombre de sacs nécessaires pour le remboursement.

En effet, le commerçant avec lequel le groupement s'accorde sur le prix de vente des céréales, avance l'argent, comme une sorte de crédit, lequel est donné à la Caisse Populaire comme remboursement du crédit qu'elle avait au préalable octroyé au groupement, permettant ainsi à la Caisse de remettre la clef du magasin au groupement. A ce moment, le magasin est ouvert et le commerçant récupère les sacs qu'il a déjà payés à l'avance. Les sacs restant sont récupérés par leurs propriétaires, qui peuvent les vendre ou les amener à la maison pour leur consommation.

Comme expliqué, indépendamment de la catégorie socioéconomique de la personne pratiquant le *warrantage*, le remboursement avant ou après l'ouverture du magasin dépend plutôt des règles de remboursement écrites ou non-écrites (obligatoires ou pratiques usuelles) du groupement en question, tout comme de l'objectif de la personne qui a demandé le crédit. Ainsi, si la personne veut garder ses sacs, elle va essayer de rembourser le crédit avant l'ouverture avec l'argent gagné par le biais de son AGR ; si elle veut vendre ses sacs, elle n'aura pas spécialement intérêt à rembourser au préalable<sup>15</sup>.

Au cours des entretiens, il est ressorti l'idée selon laquelle les pauvres et très pauvres ont plus tendance à « bouffer » le crédit, alors qu'ils avaient prévu de s'en servir pour une activité. Ceci est dû aux imprévus qu'ils doivent régler (santé, éducation, etc.) et à leur incapacité à rembourser avant l'ouverture, même s'ils en avaient l'intention. **Le fait d'être obligé de vendre les sacs pour rembourser peut avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire pendant la soudure**, vu que la motivation de la plupart de ces ménages très pauvres et pauvres pratiquant le *warrantage* est l'augmentation de la disponibilité alimentaire pendant la saison des travaux champêtres, qui coïncide avec la soudure.

#### **Encadré 3. Pensez-vous que les personnes moins riches ont plus de difficulté à rembourser le crédit ? Déclarations des personnes interrogées.**

« Oui, les gens moins riches ont plus de difficulté pour rembourser le crédit. Cela est déjà arrivé à certains membres du groupement. Si ces derniers veulent récupérer leurs sacs pour la consommation familiale, ils sont obligés d'emprunter de l'argent à une tierce personne. Et ils les rembourseront après soit en espèce soit en donnant des briques en pierre taillée si nécessaire ». Homme pratiquant le *warrantage* à Léna.

« Oui, car si tu n'as pas les moyens de rembourser en liquide, tu seras obligé de céder tes sacs stockés. Or, il se trouve que tes sacs étaient destinés à la consommation du ménage, ce qui ne sera plus possible ». Femme pratiquant le *warrantage* à Léna.

## 1.4 ÉVOLUTION DE LA PRATIQUE DU WARRANTAGE DANS LES CINQ CAS D'ÉTUDE

L'objectif de cette section est de comparer l'utilisation du magasin de *warrantage* durant les différentes années et la typologie des ménages qui pratiquent le *warrantage*. Pour cela, les facteurs à prendre en compte pour l'analyse sont le nombre de personnes stockant chaque année, ainsi que leur maintien, ou non, dans l'activité pour les années suivantes, l'évolution du nombre de sacs stockés par personne, la répartition des sacs stockés par personne (des différences significatives entre ceux qui stockent plus et ceux qui stockent moins de sacs). Il faut noter que les échelles varient selon les unions ou groupements, puisque le nombre de sacs stockés par personne varie considérablement au sein de chaque magasin.

### 1.4.1 Orodara

L'Union d'Orodara a pratiqué le *warrantage* pendant trois campagnes agricoles. La première pendant la campagne 2013-2014, puis jusqu'à l'année 2015-2016. Au total, 70 personnes ont pratiqué l'activité de *warrantage* au moins une fois sur les 3 années de fonctionnement de l'activité.

Le nombre de personnes pratiquant le *warrantage* chaque année a augmenté : 22 personnes la première année, 37 la deuxième et 51 la troisième année. Aussi, un total de 15 personnes (21 % de celles qui ont pratiqué l'activité au moins une fois) a quitté l'activité<sup>16</sup>.

Parmi les 22 personnes ayant pratiqué le *warrantage* la première année, 13 (59 %) ont continué l'année suivante et 10 (45 %) l'ont pratiqué durant les 3 années ; 9 (41 %) n'ont plus utilisé l'activité les années suivantes. La deuxième année, 24 personnes ont commencé à pratiquer l'activité pour la première fois, 18 (75 %) d'entre elles ont continué l'année suivante et 6 (25 %) ont arrêté. La troisième année, 22 personnes ont initié l'activité. On observe une certaine constance du nombre de nouveaux membres d'une année sur l'autre.

Par rapport au nombre de sacs stockés par personne, la première année 16 personnes (73 % des usagers) ont stocké un maximum de 10 sacs (10 sacs ou moins). 4 personnes (18% des usagers) ont stocké entre 11 et 20 sacs et seulement 2 personnes (9% des usagers) ont stocké plus de 40 sacs.

**Tableau 7. Nombre de sacs stockés par personne en *warrantage* les années de pratique de l'activité à Orodara**

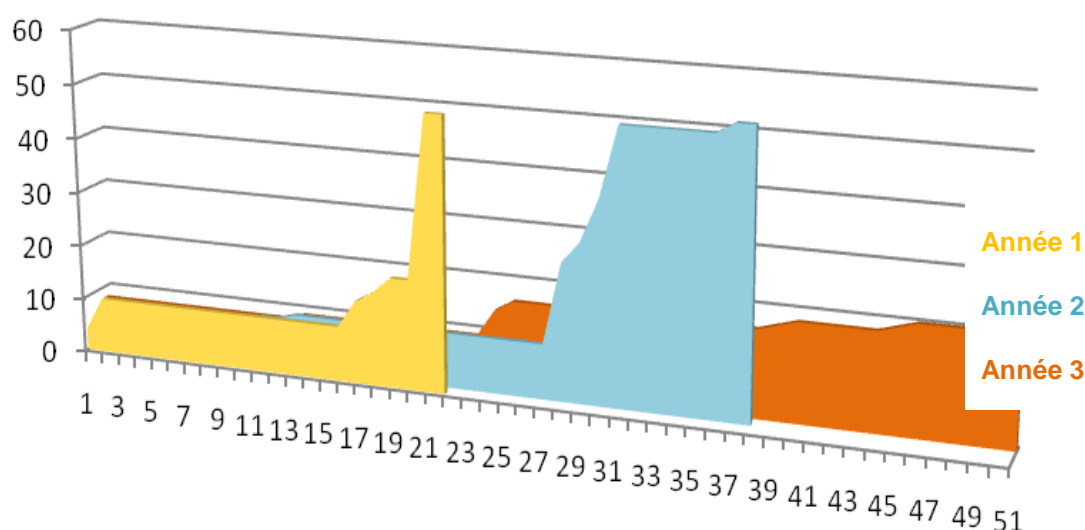
Nombre de sacs stockés	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs
	Année 13-14						Année 14-15						Année 15-16					
0-5	1	4	5 %	1 %	5 %	1 %	3	13	8 %	2 %	8 %	2 %			0 %	0 %	0 %	0 %
6-10	15	150	68 %	46 %	73 %	47 %	23	216	62 %	30 %	70 %	32 %	23	195	45 %	29 %	45 %	29 %
11-15	1	15	5 %	5 %	77 %	52 %			0 %	0 %	70 %	32 %	1	14	2 %	2 %	47 %	31 %
16-20	3	57	14 %	17 %	91 %	69 %			0 %	0 %	70 %	32 %	27	470	53 %	69 %	100 %	100 %
20-30			0 %	0 %	91 %	69 %	2	54	5 %	7 %	76 %	39 %			0 %	0 %	100 %	100 %
30-40			0 %	0 %	91 %	69 %	1	37	3 %	5 %	78 %	44 %			0 %	0 %	100 %	100 %
40-50	2	100	9 %	31 %	100 %	100 %	6	300	16 %	41 %	95 %	86 %			0 %	0 %	100 %	100 %
>50							2	104	5 %	14 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>326</b>					<b>37</b>	<b>724</b>					<b>51</b>	<b>679</b>				

Le graphique 3 montre le nombre de sacs stockés dans le magasin les 3 années. La première année, le nombre total de sacs stockés dans le magasin était de 326. Ces sacs ont été déposés par 22 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 10 sacs. Cependant, quelques personnes ont stocké un nombre important de sacs (40 à 50 sacs).

La deuxième année, le nombre total de sacs stockés dans le magasin fut de 724 sacs, ce qui représente plus que le double par rapport à la première année. Ces sacs ont été déposés par 37 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 10 sacs. Cependant, quelques personnes ont stocké un nombre important de sacs (50 sacs ou plus).

La troisième année, le nombre total de sacs stockés dans le magasin était de 679 sacs, ce qui représente plus du double par rapport à la première année. Ces sacs ont été déposés par 51 personnes, les valeurs médiane et maximale de sacs par personne étant de 16 et 20 sacs respectivement.

**Graphique 3. Nombre de sacs stockés dans le magasin d'Orodara les trois années**



En conclusion, à l'Union d'Orodara on observe qu'au fil des années, plus de personnes participent à l'activité, que la moyenne (percentile 50) du nombre de sacs par personne augmente et que parallèlement, les écarts entre le nombre de sacs stockés par ceux qui stockent le moins et ceux qui stockent le plus diminuent. Ceci est notamment visible durant la dernière année, où l'Union a mis en place des mesures de restriction du nombre maximum de sacs par personne (20 sacs par personne). Le nombre total de sacs stockés durant la dernière année n'a pas augmenté par rapport à l'année précédente (il a même légèrement diminué). Ceci montre que **l'établissement de mesures de restriction du nombre de sacs peut favoriser la participation d'un plus grand nombre de personnes sans réduire significativement le nombre de sacs totaux stockés. Ceci peut contribuer, d'un côté, à permettre aux pauvres de stocker (même si la quantité est faible) et aux plus aisés de stocker aussi, mais sans monopoliser le magasin avec un nombre excessif de sacs**, qui aurait pour conséquence d'augmenter l'écart entre riches et pauvres, les riches évoluant beaucoup plus vite que les pauvres, à cause des avantages du *warrantage* sur les moyens d'existence (beaucoup de sacs stockés, beaucoup de crédit, amélioration des AGR, augmentation significative des revenus).

## 1.4.2 Baguéra

L'Union de Baguéra a procédé à cinq campagnes de *warrantage*. La première pendant la campagne 2011-2012, puis jusqu'à l'année 2015-2016. Au total, dans l'Union de Baguéra, 67

personnes ont pratiqué l'activité de *warrantage* au moins une fois sur les 5 années, dont 14 la dernière année.

Le nombre de personnes pratiquant le *warrantage* chaque année n'a pas suivi une tendance croissante. La première année, 20 personnes ont pratiqué l'activité, la deuxième et troisième année le pic plus important de personnes pratiquant l'activité a été atteint, avec 30 personnes chaque année. Cependant, à partir de la quatrième année la tendance s'est inversée avec 21 personnes ayant pratiqué le *warrantage* cette année-là puis 14 personnes seulement la cinquième année.

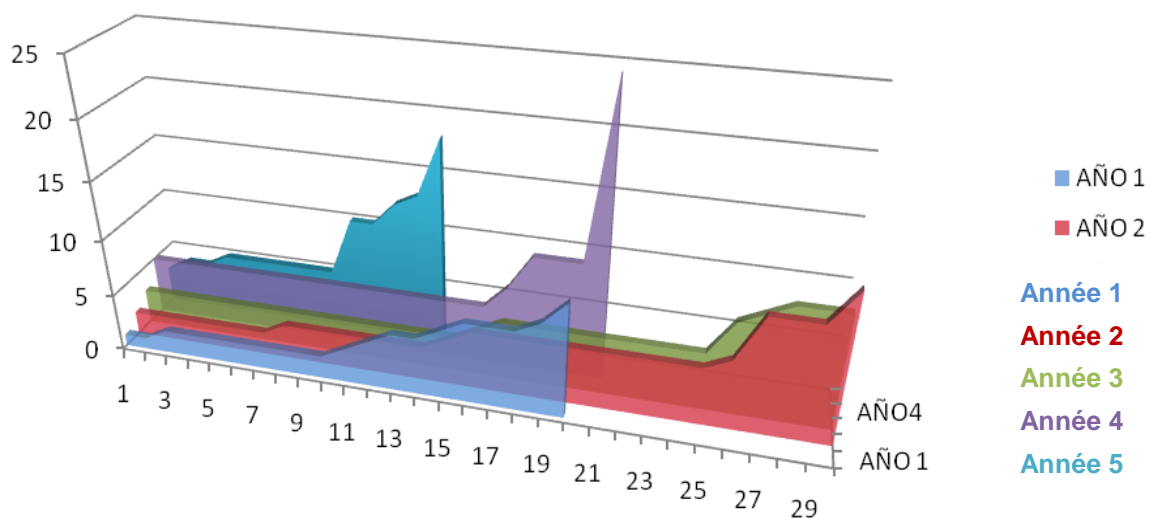
Il faut prendre en compte qu'un magasin de 500 tonnes a été construit par le Programme d'Amélioration de la Productivité et de la Sécurité Alimentaire (PAPSA)<sup>17</sup>. De nombreuses personnes ont commencé à stocker dans ce nouveau magasin, mais, malheureusement, nous ne disposons pas des données concernant le nombre de sacs stockés ni les personnes qui stockent dans ce magasin. Il a été soulevé lors des entretiens avec les membres du comité de *warrantage* de l'Union de Baguéra que beaucoup d'entre eux ont commencé à stocker dans le nouveau magasin, mais que, parallèlement, ils continuent à stocker une partie de leur production dans le magasin construit par la FEPAB, « pour montrer l'exemple », même si le gros de la production est stocké dans le nouveau magasin du PAPSA.

Parmi les 20 personnes qui ont pratiqué le *warrantage* la première année, 8 (40 %) ont continué l'année suivante, dont 6 (30 %) ont continué la troisième année. Seulement 4 personnes (20 %) ont pratiqué le *warrantage* durant les 3 années de suite. Parmi les 20 personnes qui ont commencé la première année, 4 personnes (20 %) n'ont plus utilisé l'activité les années suivantes. 60 % des personnes qui ont commencé l'activité la première année, ont continué à faire le *warrantage*, de façon intermittente, au moins une année. La deuxième année, 22 personnes ont commencé à pratiquer l'activité pour la première fois, dont 8 (36 %) ont continué durant l'une des années suivantes et 64 % n'ont pas poursuivi l'activité. 13 personnes ont initié l'activité la troisième année, et 8 personnes la quatrième année. Aucune de ces personnes n'a continué à utiliser l'activité les années d'après.

L'une des caractéristiques de l'Union de Baguéra est le nombre de femmes pratiquant l'activité qui est supérieur à celui des autres Unions<sup>18</sup>. Ceci peut être dû au fait qu'une bonne partie des femmes appartiennent à des groupements, notamment de décorticage et étuvage de riz. Cependant, les femmes ont expliqué que le fait que le riz ne puisse pas être stocké dans le magasin empêche une plus vaste participation au *warrantage* de la part des femmes.

La première année, 80 sacs au total ont été stockés dans le magasin. Ces sacs ont été déposés par 20 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 3 sacs et la valeur maximale de sacs stockés par personne étant de 10.

**Graphique 4. Nombre de sacs stockés dans le magasin de Baguéra les cinq années**



**Tableau 8. Nombre de sacs stockés par personne en *warrantage* les années de pratique de l'activité à Baguéra**

	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs
Nombre de sacs stockés	Année 11-12						Année 12-13						Année 13-14					
	0-5	14	35	70 %	44 %	70 %	44 %	25	89	83 %	64 %	83 %	64 %	25	94	83 %	67 %	83 %
6-10	6	45	30 %	56 %	100 %	100 %	4	36	13 %	26 %	97 %	91 %	5	47	17 %	33 %	100 %	100 %
11-15			0 %	0 %	100 %	100 %	1	13	3 %	9 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
16-20			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
20-30			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
30-40			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
40-50			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
>50																		
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>80</b>					<b>30</b>	<b>138</b>					<b>30</b>	<b>141</b>				

**Tableau 9. Nombre de sacs stockés par personne en *warrantage* les années de pratique de l'activité à Baguéra (suite)**

Nombre de sacs stockés	Année 14-15						Année 15-16					
	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs
0-5	16	80	76 %	56 %	76 %	56 %	9	41	64 %	39 %	64 %	39 %
6-10	4	37	19 %	26 %	95 %	82 %	2	20	14 %	19 %	79 %	59 %
11-15			0 %	0 %	95 %	82 %	2	25	14 %	24 %	93 %	83 %
16-20			0 %	0 %	95 %	82 %	1	18	7 %	17 %	100 %	100 %
20-30	1	25	5 %	18 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
30-40			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
40-50			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
>50			0 %	0 %	100 %	100 %			0 %	0 %	100 %	100 %
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>142</b>					<b>14</b>	<b>104</b>				

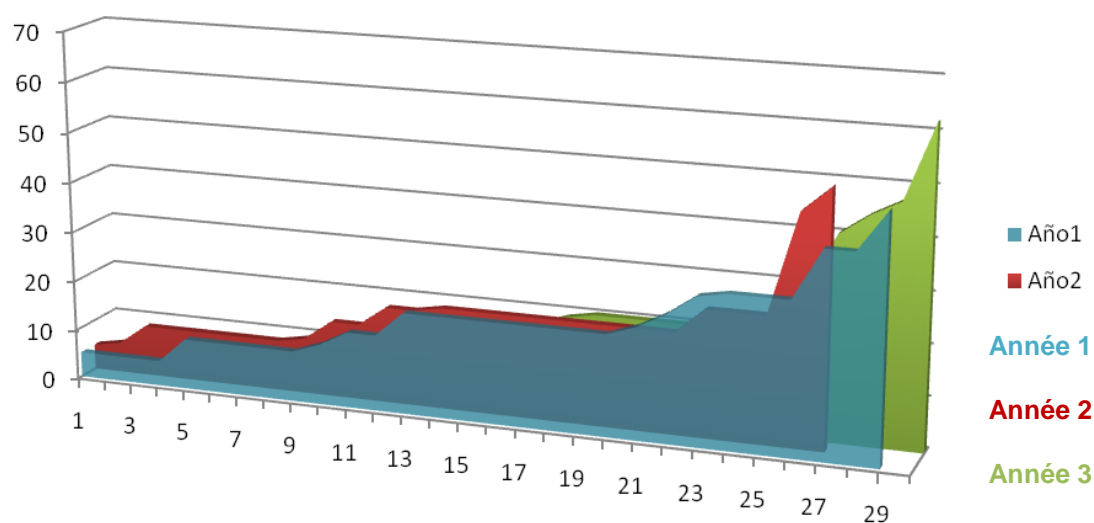
### 1.4.3 Lopohin

Le groupement de Lopohin a pratiqué le *warrantage* pendant trois campagnes agricoles. La première pendant la campagne 2013-2014, puis jusqu'à l'année 2015-2016. Au total, 53 personnes ont pratiqué l'activité de *warrantage* au moins une fois sur les 3 années. Le nombre de personnes pratiquant le *warrantage* chaque année est resté à peu près stable : 29 personnes la première année, 27 la deuxième et 30 personnes la troisième année. Parmi les 29 personnes qui ont fait le *warrantage* la première année, seulement 7 (24 %) n'ont pas poursuivi l'activité les années suivantes. Le reste a pratiqué l'activité deux années (12 personnes) ou trois années (10 personnes).

Sur les 29 personnes qui ont pratiqué le *warrantage* la première année, 19 (70 %) ont continué l'année suivante et 10 (37 %) l'ont pratiqué durant les 3 années ; 8 (30 %) n'ont plus utilisé l'activité les années suivantes. La deuxième année, 8 personnes ont commencé à faire l'activité pour la première fois ; 1 (13 %) a continué l'année suivante et 7 (87 %) ont arrêté. La troisième année, 16 personnes ont initié l'activité.

Le graphique 5 montre le nombre de sacs stockés dans le magasin durant les 3 années. Le nombre de sacs n'a pas varié de manière significative au fil des années. La première année, 566 sacs ont été stockés dans le magasin au total. Ces sacs ont été déposés par 29 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 20 sacs. La deuxième année, 500 sacs ont été stockés par 27 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 20 sacs. La troisième année 526 sacs ont été déposés par 30 personnes, la valeur médiane de sacs par personne étant de 15 sacs.

**Graphique 5. Nombre de sacs stockés dans le magasin de Lopohin les trois années**



Concernant la distribution du nombre de sacs stockés par personne, on observe qu'environ un tiers des usagers stockent moins de 10 sacs (entre 30 % et 33 %, selon l'année), ce qui représente entre 9 % et 12 % des sacs sur le stock total du magasin. Il convient de souligner que la troisième année il y a plus de personnes qui stockent entre 11 et 15 sacs (elles représentaient 10 % et 11 % des personnes pratiquant le *warrantage* la première et deuxième année, et 20 % la troisième année).

Une autre tendance intéressante à souligner concerne le fait que près d'un quart des personnes pratiquant le *warrantage* (23 %) la troisième année ont stocké entre 1 et 5 sacs. Ceci peut être expliqué par le fait que toutes ces personnes pratiquent le *warrantage* pour la première fois, plusieurs d'entre elles étant des femmes. Il serait intéressant d'observer la tendance les années suivantes, en analysant si ces personnes stockent plus de sacs au cours du temps, et de voir parallèlement si de nouvelles personnes commencent l'activité. **Ceci montre l'importance de continuer avec la logique suivie par les groupements de ne pas établir un nombre minimum de sacs à stocker par personne, et ce afin d'encourager les personnes avec moins de ressources (femmes et ménages pauvres et très pauvres) à pratiquer le *warrantage*.** Ceci a été soulevé lors des entretiens qualitatifs.

**Tableau 10. Nombre de sacs stockés par personne en *warrantage* les années de pratique de l'activité à Lopohin**

	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs	Pers	Sacs
Nombre de sacs stockés	Année 13-14						Année 14-15						Année 15-16					
	0-5	4	20	14 %	4 %	14 %	4 %	1	5	4 %	1 %	4 %	1 %	7	23	23 %	4 %	23 %
6-10	5	50	17 %	9 %	31 %	12 %	7	66	26 %	13 %	30 %	14 %	3	24	10 %	5 %	33 %	9 %
11-15	3	42	10%	7%	41%	20%	3	41	11%	8%	41%	22%	6	78	20%	15%	53%	24%
16-20	8	160	28%	28%	69%	48%	11	218	41%	44%	81%	66%	6	116	20%	22%	73%	46%
20-30	6	166	21%	29%	90%	77%	3	75	11%	15%	93%	81%	4	92	13%	17%	87%	63%
30-40	2	80	7%	14%	97%	92%	1	45	4%	9%	96%	90%	3	131	10%	25%	97%	88%
40-50	1	48	3%	8%	100%	100%	1	50	4%	10%	100%	100%			0%	0%	97%	88%
>50									0%	0%	100%	100%	1	62	3%	12%	100%	100%
Total	29	566					27	500					30	526				

En conclusion, dans le magasin de Lopohin on observe qu'au fil des années, le nombre total de sacs stockés et le nombre de personnes stockant restent à peu près constants. La moyenne (percentile 50) du nombre de sacs par personne décroît légèrement la dernière année, mais les écarts entre le nombre de sacs stockés par les personnes qui stockent le moins et les personnes qui stockent le plus ne diminuent pas, voire augmentent légèrement. **Le magasin ayant atteint le maximum de sa capacité toutes les trois années, si des mesures de restriction du nombre de sacs par personne ne sont pas mises en place et que les personnes stockant le plus de sacs continuent à en stocker davantage, il sera difficile d'élargir la participation au *warrantage* au reste du village ainsi que de promouvoir la participation des plus pauvres.**

## 1.4.4 Conclusions

De l'analyse des trois cas d'étude, on peut tirer les conclusions suivantes :

**Le milieu, qu'il soit rural ou urbain, dans lequel se trouve le magasin détermine d'une part, le nombre moyen de sacs stockés par personne et, d'autre part, l'origine de ces sacs.** En effet, dans les milieux très ruraux où la principale activité est l'agriculture pluviale, les paysans ont tendance à stocker plus de sacs dans le magasin de *warrantage*, tandis que dans les milieux plus urbains, le commerce étant l'activité principale des personnes qui pratiquent le *warrantage*, ce sont surtout les céréales achetées qui sont stockées et, donc, le nombre de sacs stockés par personne est souvent plus réduit.

**Le nombre de personnes pratiquant l'activité chaque année reste généralement constant (voire augmente). Cependant, un certain nombre d'événements ont eu comme conséquence, dans certains cas, une diminution de la participation.** Ces événements sont relatifs à la gestion du magasin par le comité et le rapport avec l'IMF, et aux chocs soufferts par les ménages. En ce qui concerne la **gestion du magasin**, les années où des problèmes sont survenus (fonctionnement, prix de vente, retard dans le paiement du crédit par l'IMF) entraînent une diminution de la participation l'année suivante. Quant aux chocs, pour les personnes participant déjà au *warrantage*, la diminution du nombre de sacs stockés ou même la non-participation dans certains cas est liée aux chocs soufferts, soit à cause des mauvaises récoltes, pour les personnes qui stockent leur propre **production**, soit à cause d'une diminution

des **revenus** leur empêchant d'acheter une grande quantité de sacs destinés à être stockés. Ceci peut même amener certaines personnes à arrêter temporairement le *warrantage* (ne pas participer durant certaines saisons). En effet, toutes les personnes interrogées ayant arrêté le *warrantage* durant un certain nombre d'années affirment souhaiter reprendre l'activité dès que les **conditions propices** seront réunies (augmentation de la production, pouvoir d'achat en vue de stocker).

On peut affirmer qu'il existe un certain nombre de ménages qui pratiquent chaque année l'activité, et **une autre proportion des ménages qui oscille entre pratique et abandon de l'activité selon les années: il s'agit principalement des ménages des catégories socioéconomiques pauvres**. Les raisons pour lesquelles ils n'y arrivent pas sont principalement les chocs soufferts une année donnée, tels que les aléas climatiques, qui ont comme conséquence une diminution des récoltes ne leur permettant pas de stocker. D'autres raisons sont le retard dans l'octroi des crédits de la part de l'IMF, ce qui décourage certaines personnes, qui ne voient plus l'intérêt de déposer leurs sacs s'ils ne peuvent pas profiter du crédit au moment où ils en ont besoin. Enfin, des inondations certaines années ont empêché certaines personnes d'amener leur récolte à temps avant la fermeture du magasin.

**La distance du magasin est un facteur déterminant pour la participation**. Par exemple, dans le village de Léna, plusieurs groupements basés dans des villages environnants participaient au *warrantage* les premières années, mais aujourd'hui, la participation des personnes appartenant à ces groupements éloignés est descendue, à cause notamment des coûts du transport des sacs, qui rendent l'activité particulièrement onéreuse.

## 2 LES CONTRIBUTIONS DU WARRANTAGE À LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES

Les personnes qui pratiquent le *warrantage* soulèvent très souvent lors des entretiens un ensemble de motivations qui les poussent à réaliser cette activité. Ces motivations sont, dans la plupart des cas, liées aux impacts engendrés par l'activité dans les ménages. Cette section se penche sur ces deux questions : les motivations qui poussent à pratiquer le *warrantage*, et les impacts sur les moyens d'existence et la résilience des ménages pratiquant l'activité.

### 2.1 MOTIVATIONS QUI POUSSENT À PRATIQUER LE WARRANTAGE

Il convient tout d'abord de s'intéresser aux motivations des personnes qui pratiquent le *warrantage*. Dans les entretiens, une question ouverte du type « quelles sont vos motivations pour faire le *warrantage* ? » a été posée. Les réponses ont été multiples : en effet, la réponse étant libre, les personnes ont pu exprimer plusieurs motivations le cas échéant. Elles ont ultérieurement été classifiées en plusieurs catégories lors de l'analyse qualitative.

**La principale motivation à la pratique du *warrantage* est l'accès au crédit** (28 personnes sur 51 -55 % des enquêtées-). Parmi ces personnes certaines ont précisé les raisons pour lesquelles le crédit est important. La réalisation des AGR étant la principale raison, mais aussi, le paiement de la scolarité, et, pour une minorité, le paiement de la main d'œuvre du coton ou le remboursement du crédit des intrants. Néanmoins il faut souligner que **ce sont surtout les ménages moins pauvres qui ont signalé l'accès au crédit comme la principale motivation.**

#### Encadré 4. Quelles motivations vous poussent à pratiquer le *warrantage* ? Déclarations des personnes interrogées.

« C'est l'accès au crédit qui motive généralement les gens à venir faire des dépôts, car il est difficile d'obtenir le crédit auprès des caisses populaires ». Femme pratiquant le *warrantage* à Orodara.

« Ce qui m'a motivé à faire le *warrantage*, ce sont les problèmes de santé et le besoin d'argent. Car il est difficile d'obtenir un crédit auprès d'une tierce personne qui puisse te satisfaire ». Femme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

« D'une manière générale, c'est l'accès au crédit qui nous motive à faire le *warrantage*, car il est difficile d'avoir le crédit classique auprès des caisses populaires à cause de la demande de garantie ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lopohin.

« Le *warrantage* te permet d'accéder au crédit ; cela a permis à beaucoup de paysans de gérer la rentrée scolaire ». Homme pratiquant le *warrantage* à Léna.

« Comme nous n'avons pas beaucoup d'activités au village, si tu pars stocker et que tu prends le crédit, tu peux mener des activités qui vont te donner de l'argent. Tu stockes ton maïs, et tu as de l'argent pour faire quelque chose ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« Comme motivation, d'une manière générale, c'est le fait d'avoir accès au crédit pour faire des activités, alors qu'avant on n'avait pas cette opportunité ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lopohin.

Ensuite, la deuxième motivation, en termes de nombre de personnes l'ayant mentionnée (16 personnes sur 51 - 31 % des enquêtées-), correspond au fait que **le *warrantage* permet d'éviter le gaspillage** qui résulte le plus souvent de (1) la vente de petites quantités au cours de l'année,

quand il y a un besoin dans le ménage, et (2) la distribution aux proches qui viennent demander un soutien au ménage. Ceci confirme l'hypothèse émise dans le travail de Sánchez et Suárez (2015 :46-47), dans lequel on affirme que, grâce au *warrantage*, « l'unité familiale gère mieux les grains que s'ils étaient tous disponibles à la maison (une partie se trouvant dans l'entrepôt de *warrantage*) et qu'elle pouvait les vendre au détail pour satisfaire les besoins familiaux quotidiens. D'autre part, le fait de disposer de moins de grains à la maison réduit la pression sociale liée à la solidarité. Ces deux aspects se traduisent en une modération de l'utilisation des grains, ce qui permet d'arriver à la période de soudure en ayant consommé une proportion moindre de la récolte que d'habitude. Le *warrantage* contribue à la stabilisation de la disponibilité alimentaire au cours de l'année, prolongeant la période de sécurité alimentaire jusqu'à la période de soudure, s'organisant comme une réserve de sécurité alimentaire ».

En ce qui concerne la réduction de la pression sociale, « ce fait peut avoir des conséquences positives comme négatives sur le bien-être des familles et de la communauté s'il s'analyse de manière collective. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'épargne monétaire et de grains dans l'unité familiale augmente la stabilité en termes d'accès aux aliments pour ces familles grâce, entre autres, à une réduction des donations aux autres membres de la communauté pendant la période de stockage du grain en *warrantage*. Les réseaux de solidarité et leur fonctionnement tout au long de l'année peuvent donc aussi être affectés, et il s'agit là d'une question qui suscite un grand intérêt et qui est en train d'être étudiée par le *Innovations for Poverty Actions* (IPA) à travers l'étude de *The Impact of Inventory Credit on Food Security and Rural Livelihoods in Burkina Faso*, qui souhaite apporter des éléments pour améliorer les systèmes de crédits destinés aux paysans pauvres<sup>19</sup> » (Sánchez et Suárez, 2015 : 47).

**Encadré 5. Quelles motivations vous poussent à pratiquer le *warrantage* ? Déclarations des personnes interrogées.**

« Ma motivation première pour participer au *warrantage* était de diminuer le gaspillage des grains au sein de famille. Avant de faire le *warrantage*, je pouvais avoir 40 sacs de maïs et en août le stock était déjà à plat ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lena.

« J'ai jugé nécessaire d'amener mes sacs afin de pouvoir les réserver pour la période de soudure. Car lorsque les sacs sont chez toi à la maison, à la moindre occasion, tu en enlèves pour vendre et après tu as des problèmes de nourriture pour la famille ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lopohin.

« Ce qui m'a incité à participer au *warrantage* c'est le stockage, car il facilite une bonne gestion des céréales ». Femme pratiquant le *warrantage* à Orodara.

« Comme motivation au *warrantage*, je peux évoquer le crédit, le stockage, parce que si les céréales sont à la maison, les gens viennent m'en demander et je n'ai pas le droit de refuser sinon je serai perçue comme une méchante femme ». Femme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

La **meilleure conservation des céréales dans le magasin** par rapport à la maison ou au grenier familial est une motivation importante qui a été mentionnée par 25 % des personnes interrogées qui pratiquent le *warrantage*, tout comme la possibilité de consommer ces céréales après l'ouverture du magasin, mentionnée par le même pourcentage de personnes (25 %).

**Encadré 6. Quelles motivations vous poussent à pratiquer le *warrantage* ? Déclarations des personnes interrogées.**

« Ce qui me motive dans le *warrantage* c'est le stockage, avec cela je suis sûre de ne pas avoir de problème d'alimentation pendant la période des travaux champêtres, car c'est à cette période, c'est-à-dire généralement au mois de juin, que le magasin est ouvert ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« La motivation d'avoir participé au *warrantage* est le stockage des céréales : cela permet, à l'ouverture du magasin, d'avoir de la nourriture pendant la période de soudure, et en bon état ».

Femme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« Le *warrantage* aide les gens. Si tu déposes les grains, quand tu les reprends en mai, tu ne souffres pas pendant l'hivernage ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

Le **prix de vente plus rémunérateur** à travers le *warrantage* (10 %) et le **fait d'éviter de brader les récoltes** (6 %) ont aussi été des raisons évoquées par des personnes enquêtées pratiquant le *warrantage*.

**Encadré 7. Quels sont les avantages de la pratique du *warrantage* ? Déclarations des personnes interrogées.**

« Il y a beaucoup d'avantages dans le *warrantage*. En effet, en vendant les sacs en octobre ou novembre, on gagne moins à cause des prix bas à cette période. Or avec le *warrantage*, tu as la possibilité de les vendre plus tard à un prix élevé, ce qui te permet de faire face à tes problèmes ». Femme pratiquant le *warrantage* à Léna.

La perception qu'ont les personnes pratiquant le *warrantage* de l'activité est très positive, comme il est souligné dans les déclarations de l'encadré 8.

**Encadré 8. Quelle est votre perception du *warrantage* ? Déclarations des personnes interrogées.**

« C'est bien, mais jusqu'à présent, le *warrantage* n'a pas pu résoudre le problème d'engrais et c'est ce qui fait que beaucoup de gens cultivent le coton. Si tu t'engages dans le *warrantage* et que tu ne gagnes pas d'engrais, tu n'auras pas de bonnes récoltes ». Homme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

« C'est bien, parce que tu peux prendre un crédit, faire du commerce. Si on dépose des sacs, c'est comme s'ils étaient achetés pour nous donner du crédit, afin qu'on travaille et qu'on ne consomme pas uniquement. Le crédit peut nous permettre d'acheter des animaux (une poule, une chèvre, pour faire de l'élevage) ». Femme pratiquant le *warrantage* à Léna.

« Je trouve que le *warrantage* est une grande opportunité pour mener des activités génératrices de revenus et pouvoir subvenir à des difficultés quotidiennes (scolarité, fourniture...). Par ailleurs, les responsables du *warrantage* doivent beaucoup sensibiliser les habitants sur le *warrantage* puisque nombre d'entre eux ne savent pas ce qui se passe réellement dans le *warrantage*, et également pour mieux respecter le délai de stockage des céréales et de l'octroi de crédit. Pour le délai de stockage, cette date correspond à la récolte de certains paysans qui se trouvent alors incapables de stocker ». Homme pratiquant le *warrantage* à Léna.

« Le *warrantage* est vraiment une activité très importante, qui a pour seul objectif d'aider les moins riches, je me dis que seuls les moins riches ont besoin d'un petit crédit pour mener des AGR et également de disposer d'un stockage pour ne pas se retrouver en pénurie de céréales pendant les travaux champêtres ». Femme pratiquant le *warrantage* à Baguéra.

« Ma perception du *warrantage* est très positive, cette activité a aidé pas mal de gens, surtout en matière d'alimentation. Ce stockage leur a permis de ne pas avoir une certaine quantité de céréales à la maison et d'éviter le gaspillage, et de s'assurer de disposer d'aliments pendant la période hivernale. Par ailleurs, il y a aussi le crédit octroyé permettant à ceux qui le demandent de mener des activités génératrices de revenus ou encore de leur permettre certaines dépenses familiales ». Femme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

## 2.2 CHANGEMENTS DANS LES MÉNAGES PRATIQUANT LE *WARRANTAGE*

Les changements qui s'observent dans les ménages pratiquant le *warrantage* sont divers. Ils sont liés aux motivations expliquées dans la section précédente et peuvent être regroupés en **augmentation des revenus, augmentation de la production agricole, accès aux services sociaux de base, acquisition d'actifs, augmentation de la disponibilité alimentaire et solvabilité financière** (moins d'endettement auprès des proches ou des usuriers). **Ces changements diffèrent en fonction des groupes socioéconomiques et de l'utilisation du *warrantage* (uniquement stockage ou stockage et demande de crédit).**

49 % des personnes pratiquant le *warrantage*, notamment les ménages qui ont demandé un crédit, ont déclaré avoir augmenté leurs revenus grâce à l'initiation des AGR et surtout à leur consolidation.

L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base a été mentionnée par 42 % des ménages ; en particulier le paiement de la scolarisation des enfants dans les délais grâce au crédit du *warrantage*, mais aussi la prise en charge médicale.

38 % des ménages pratiquant le *warrantage* interrogés ont acquis des actifs, notamment des animaux (33 % des ménages pratiquant le *warrantage*) pour les travaux champêtres (bœufs) ou pour l'embouche et la vente (petits ruminants et poules). Certains ménages ont acquis des moyens de transport (motos, vélos) ou du matériel pour la production agricole. Cependant, quelques ménages (8%) ont déclaré avoir réduit leurs actifs à cause de chocs tels que les épidémies.

En ce qui concerne l'augmentation de la production agricole, elle s'observe chez 38 % des ménages enquêtés et s'est produite dans tous les groupes socioéconomiques pratiquant le *warrantage*. L'augmentation de la production est due, dans certains cas, à une meilleure alimentation pendant la saison des pluies, qui coïncide avec la soudure, grâce à l'augmentation de la disponibilité alimentaire, ce qui permet de mieux se concentrer sur la culture des champs et de disposer de plus de force pour travailler. C'est le cas des ménages pauvres qui auparavant avaient des problèmes de sécurité alimentaire pendant la période de soudure. Dans d'autres cas, l'augmentation est due à l'embauche de main d'œuvre pour cultiver les champs, grâce à l'augmentation des revenus issus de la vente de sacs ou des AGR. Ceci a été soulevé notamment chez les ménages moyens. L'acquisition d'intrants et les formations reçues sur l'utilisation de semences améliorées ont aussi été mentionnées, mais dans une moindre mesure, comme l'une de raisons de l'augmentation de la production agricole. Certains ménages, notamment à Magnimasso et Lopohin, ont déclaré toutefois qu'il n'y avait pas eu d'augmentation de la production, notamment à cause des aléas climatiques (pluviométrie) et des problèmes d'accès aux engrais, la stérilité des sols étant, d'après eux, assez importante.

29 % des ménages affirment avoir augmenté leur disponibilité alimentaire pendant la soudure, en partie grâce à une meilleure gestion, à un gaspillage moindre des vivres et au non-bradage des récoltes. Ce changement est le plus répandu parmi les ménages des catégories socioéconomiques les plus défavorisées et ceux qui ne demandent pas de crédit, lesquels coïncident souvent avec les ménages pauvres.

**Les personnes pratiquant le *warrantage* se sentent mieux préparées à faire face à certains chocs futurs, notamment sur le court terme, ainsi qu'aux problèmes d'insécurité alimentaire** pendant la soudure, mais aussi à la satisfaction d'autres besoins de la famille. Cependant, la préparation pour faire face aux chocs sur le long terme n'a pas été soulevée dans la plupart des entretiens, et ce, parce que la conception de la vie des paysans burkinabés se base

sur le court terme et que leur préoccupation est la satisfaction des besoins essentiels immédiats (nourriture, soins des malades, etc.).

#### **Encadré 9. Perception sur la capacité de faire face à des chocs futurs**

« Je veux toujours participer au *warrantage* car il n'y a pas cette crainte permanente de savoir si tu auras à manger ou pas pendant la saison des pluies. Avec le *warrantage*, je me sens toujours prêt à affronter n'importe quel problème, parce que je sais que j'ai une source de revenus ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« J'étais mieux préparée pour faire face aux chocs futurs quand je faisais le *warrantage*. Mais de nos jours c'est un peu compliqué car je ne fais plus le *warrantage* ». Femme qui a abandonné le *warrantage* à Baguéra.

« Oui, je peux dire que je suis mieux préparé pour faire face aux chocs futurs dans la mesure où je sais que je n'aurai pas de problème de nourriture en période de soudure. Aussi, en cas de besoin, je peux facilement obtenir un crédit en comptant sur mes céréales *warrantés* ». Homme pratiquant le *warrantage* à Magnimasso.

« S'il y'a un choc, avec mes économies et les AGR, je pourrai tenir un peu cette année mais je ne pourrai pas la traverser. La raison est que mon AGR dépend des chocs aussi». Homme pratiquant le *warrantage* à Léna.

« Chez nous, c'est manger qui est le vrai problème. Si tu arrives à manger, c'est ça l'essentiel ». Homme pratiquant le *warrantage* à Lopohin.

## 3 LE WARRANTAGE DANS LE CADRE DE RÉSILIENCE D'OXFAM

Cette section analyse l'activité de *warrantage* d'après le Cadre de Résilience d'Oxfam, bien que certains aspects aient déjà été mentionnés dans des sections précédentes. Tout d'abord, elle analyse des aspects clefs relatifs au contexte de la zone d'étude qui n'ont peut-être pas été pris en compte lors de la conception des programmes d'Oxfam. Deuxièmement, une analyse est réalisée sur les possibilités du *warrantage* de contribuer à améliorer les trois capacités de résilience. Troisièmement, les processus de changement social sont analysés du point de vue des potentialités du *warrantage*.

### 3.1 ANALYSE DE CONTEXTE

Ce travail a mis en relief un certain nombre d'aspects qui semblent ne pas avoir été pris en compte lors de l'analyse de contexte pour la conception des programmes et projets d'Oxfam et de la FEPAB dans la zone d'étude. Ces aspects sont les rapports de pouvoir existant à différents niveaux, les aspects genre et l'accès au *warrantage* pour les pauvres.

En ce qui concerne les **rapports de pouvoir**, ils existent à plusieurs échelles : entre les membres d'un groupement, entre les groupements de base et les organes de coordination de la FEPAB, entre les personnes du village n'appartenant pas au groupement qui pratique le *warrantage* et celles qui en font partie.

Les **aspects genre** ont également été omis de l'analyse de contexte, notamment en ce qui concerne la différence d'accès et de contrôle sur les ressources entre les femmes et les hommes et la faible représentation des femmes dans les espaces de prise de décisions. Par rapport au premier point, les faibles accès et contrôle des ressources de la part des femmes rendent plus difficile leur capacité de stockage par rapport aux hommes. À ceci, il faut ajouter le manque d'analyse de genre des spéculations stockées en *warrantage* : ce sont celles cultivées par les hommes qui sont privilégiées. Enfin, la faible présence des femmes dans les espaces de prise de décisions (comités de *warrantage*, comités de gestion des groupements, organes de coordination de la FEPAB) rend difficile le renversement des tendances mentionnées ci-dessus. Par conséquent, les femmes sont, d'une certaine manière, exclues du processus de *warrantage*. Le peu de femmes pratiquant l'activité font souvent partie de la famille des hommes membres des comités, alors que la FEPAB s'est engagée à développer le *warrantage* au profit des petits producteurs et, notamment, des femmes qui produisent des petites quantités.

L'**analyse des opportunités** des différents groupes socioéconomiques pour accéder au *warrantage* n'a pas été réalisée. Comme il a été souligné tout au long de ce document, les ménages pauvres et très pauvres ont plus de difficulté à pratiquer le *warrantage*, et sont souvent exclus de la pratique de l'activité, à cause de (1) leur faible production agricole, qui les empêche de la mettre en *warrantage*, et (2) au faible accès aux services sociaux de base (santé, éducation). Les ménages moins aisés destinent une grande partie de leur production au paiement de la scolarité des enfants et aux soins médicaux des membres de la famille, dans un nombre non négligeable des cas, à travers le bradage des récoltes. De plus, ils profitent moins des avantages de l'activité, car ils n'osent pas, dans certains cas, prendre un crédit de peur ne pas pouvoir le rembourser. Il est donc nécessaire d'accompagner le soutien au *warrantage* avec d'autres mesures complémentaires encourageant l'augmentation de la production agricole et la participation au *warrantage*.

### Encadré 10. Un exemple de projet intégré

Le projet REPAM mis en œuvre par le Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET) et la FEPAB dans la région de la Boucle du Mouhoun a été identifié comme bonne pratique pendant le travail de terrain. Ce projet cible les ménages pauvres et très pauvres (identifiés selon le HEA) en renforçant plusieurs aspects tels que la production (à travers la distribution des semences et engrais), l'accès aux services sociaux de base, la diversification des revenus à travers la création des groupements, le renforcement des capacités et de l'autonomisation, l'initiation des AGR et la distribution des petits ruminants et de volaille. Avec ses activités, le projet cherche à augmenter les moyens d'existence des ménages plus vulnérables pour qu'ils atteignent un niveau plus élevé. Il serait intéressant d'étudier l'évolution de ces ménages et l'augmentation de leur participation au *warrantage* après ce projet.

### Encadré 11. La nécessité de prendre en compte les différentes réalités des groupements appartenant à la FEPAB

Au niveau des groupements, il est apparu au cours des FGD un certain « éloignement » des comités de *warrantage* et des comités de gestion du groupement pratiquant le *warrantage* des structures centrales de la FEPAB (Unions Provinciales), un phénomène plus accentué dans les villages n'étant pas chefs-lieux de département ou de province. À titre d'exemple, certains groupements des villages éloignés des chefs-lieux ont signalé qu'ils participent aux cotisations que la FEPAB exige aux groupements membres, mais qu'ils ne se sentent pas pris en compte au moment des prises des décisions de leur Union Provinciale. De plus, la vente groupée gérée par certaines Unions Provinciales lors d'un marché organisé par un grand acheteur a entraîné des méfiances de la part des membres de leurs groupements envers l'union, lorsque, par exemple, la qualité des grains exigée par l'acheteur n'était pas respectée et donc une partie de la production apportée par le groupement pour la vente groupée au niveau provinciale n'a pas été prise en compte lors de la vente. Ainsi, les villageois ayant fait le *warrantage* se sont retrouvés avec une somme inférieure après la vente que celle qui avait été fixée, en raison de la quantité de céréales de qualité inférieure qui n'a pas été acceptée pour la vente groupée. Ces exemples soulèvent l'existence de certains problèmes de communication et de transmission de l'information des structures centrales aux groupements. Il serait conseillé d'améliorer les canaux de communication pour assurer un accès à l'information de qualité pour tous les membres de la FEPAB, indépendamment du type de structure dont ils font partie (groupement de base, union départementale ou provinciale).

Ces problèmes de communication ont aussi été soulevés par rapport à la sensibilisation de chaque campagne de *warrantage* annuelle (vers le mois de septembre) que les comités de *warrantage* sont censés mener dans leurs villages, afin d'adhérer le plus grand nombre possible des personnes à l'activité. Par contre, ces sensibilisations sont parfois très concentrées sur les « proches », ce qui peut être expliqué par le fait que les magasins sont parfois « monopolisés » par les personnes qui pratiquent déjà l'activité.

En conclusion, lors de la conception des interventions, il s'avère nécessaire de faire une analyse du contexte à partir d'une perspective genre et des rapports de pouvoir au sein des groupements et des catégories socioéconomiques, afin de faciliter la conception des interventions assurant l'accès des personnes partant d'une position désavantagée (faible pouvoir, femmes, pauvres) dans l'activité de *warrantage*. Ceci peut être réalisé grâce à des mesures de discrimination positive, par exemple.

## 3.2 WARRANTAGE ET CAPACITÉS

Dans cette section, une analyse est réalisée sur les contributions du *warrantage* à chaque type de capacité du Cadre de Résilience d'Oxfam et les progrès qu'il resterait à faire pour que l'activité ait un effet sur les trois. Comme il a été expliqué dans l'introduction, le Cadre d'Oxfam pour un Développement Résilient a pour objectif le renforcement de trois types de capacités : (1) la

capacité d'absorption, à travers la prise intentionnelle d'actions protectrices pour faire face aux chocs et stress connus ; (2) la capacité d'adaptation, à travers des ajustements progressifs intentionnels en prévision ou en réponse à un changement, de façon à créer une plus grande flexibilité à l'avenir ; (3) la capacité de transformation, à travers la production des changements structurels durables.

### 3.2.1 Capacité d'absorption de chocs

Il convient d'analyser la capacité d'absorption de chocs du *warrantage* à deux niveaux : au niveau des ménages pratiquant l'activité, et au niveau de la communauté dans laquelle l'activité est pratiquée.

Le *warrantage* contribue à la capacité d'absorption de chocs des ménages à travers la diminution des stratégies d'adaptation nuisibles telles que la réduction de la consommation alimentaire au sein du ménage, la restriction des dépenses en services sociaux de base, la vente d'actifs pour subvenir aux besoins des membres du ménage et l'endettement.

En ce qui concerne la consommation alimentaire, le *warrantage* contribue à la stabilisation de la disponibilité alimentaire au cours de l'année en prolongeant la période de sécurité alimentaire jusqu'à la période de soudure. Les stratégies nuisibles non-liées à l'alimentation, telles que la diminution des dépenses en services sociaux de base (scolarisation, santé), sont aussi réduites grâce au *warrantage*, notamment dans les ménages qui demandent un crédit lors du stockage des sacs. Cependant, comme il a été souligné précédemment, le fait qu'une bonne partie des ménages qui pratiquent le *warrantage* ne soient pas des ménages très pauvres ou pauvres réduit la capacité d'absorption des chocs par le *warrantage*<sup>20</sup>. En effet, les ménages qui mettent en place des stratégies négatives d'adaptation étant ceux appartenant aux catégories socioéconomiques les moins favorisées, il faudrait, pour augmenter la capacité d'absorption des chocs grâce au *warrantage*, élargir sa pratique à un nombre plus vaste de ménages vulnérables.

Bien que la viabilité du *warrantage* d'un point de vue financier soit déterminée par l'existence des AGR rentables et, dans une moindre mesure, par la fluctuation interannuelle des prix (Sánchez et Suárez, 2015), il convient de signaler que le potentiel du *warrantage* dans l'absorption de chocs est si important en soi que, même en étant un jeu à somme nulle, il est pertinent de promouvoir l'activité. En effet, l'absorption des chocs étant fort possible, il convient de soutenir et d'encourager la pratique de l'activité parmi les ménages les moins aisés car, même si la performance n'est pas optimale, elle peut faire disparaître certaines contraintes subies par le ménage en diminuant l'ampleur de l'impact de certains chocs.

Il est plus difficile de mesurer la contribution du *warrantage* à la capacité d'absorption des chocs dans la communauté dans laquelle il est pratiqué. Néanmoins, on pourrait affirmer que le fait qu'une partie des ménages dans une communauté donnée soit dans une situation moins vulnérable grâce au *warrantage* peut contribuer à l'amélioration d'autres ménages dans la communauté qui ne pratiquent pas l'activité, et ce notamment grâce aux pratiques de solidarité très répandues dans le milieu rural burkinabé. Les ménages qui ont amélioré leur situation seraient mieux placés pour aider ceux qui sont toujours en difficulté. Cependant, il faut faire attention aux changements comportementaux et culturels qui peuvent avoir lieu lors de la pratique d'une nouvelle activité dans une communauté. En effet, comme signalé dans la section 2.1.1., le *warrantage* réduit la pression sociale qui mène les membres d'un ménage à partager leur production, du fait de la réduction de la quantité des grains présente dans la maison, une partie étant dans le magasin de *warrantage*. Les réseaux de solidarité et leur fonctionnement tout au long de l'année peuvent donc aussi être affectés. Il conviendrait de faire une étude plus approfondie sur l'impact du *warrantage* dans les pratiques de solidarité au sein des communautés où l'activité est mise en place.

### 3.2.2 Capacité d'adaptation

Le *warrantage* contribue à la capacité d'adaptation à travers la diversification des moyens d'existence, notamment grâce au crédit octroyé, qui peut être investi dans la réalisation des AGR. Cependant, il faut souligner que les pauvres et très pauvres sont parfois réticents à avoir recours au crédit, car ils craignent de ne pas pouvoir le rembourser et parce que leur priorité s'oriente plutôt vers l'augmentation de la disponibilité des céréales pendant la période de soudure grâce au stockage et non au crédit. En revanche, les ménages les plus aisés ont davantage tendance à prendre plus de risques et donc, ils sont plus capables de créer des conditions propices à l'innovation et au changement.

De plus, ce sont les ménages pauvres qui ont le plus de difficulté à pratiquer le *warrantage* de façon continue chaque année, en raison des chocs qui affectent significativement leur capacité à stocker. En effet, il suffit que la récolte soit un peu moins bonne une année donnée pour que le ménage ne dispose pas de suffisamment de sacs à stocker et donc, ne pratique pas le *warrantage* de façon périodique. Ces ménages auront donc plus de difficulté à avoir une augmentation de leur capacité d'adaptation.

La petite augmentation du nombre de ménages pauvres pratiquant l'activité de *warrantage* au cours des années dans certains villages donne des pistes sur l'hypothèse selon laquelle la pratique du *warrantage* dans les villages où elle existe peut inciter les moins riches à adhérer à l'activité. Cependant, un certain nombre de contraintes déjà mentionnées les empêchent de tirer plus de bénéfices de l'activité (discontinuité de la participation les années de mauvaises récoltes, pas de crédit et donc moins de possibilités de diversification des revenus...). Néanmoins, il convient de signaler une amélioration capitale au sein de ces ménages : l'amélioration de la disponibilité alimentaire pendant la soudure.

Les ménages moyens, par contre, arrivent à pratiquer l'activité chaque année et demandent un crédit s'ils le trouvent avantageux. Leur nombre de sacs stockés étant en moyenne plus élevé, ils perçoivent des sommes non négligeables par le biais du crédit, ce qui leur permet à la fois de subvenir aux besoins de la famille et d'augmenter leurs Activités Génératrices de Revenus (AGR). Leur niveau de résilience étant plus élevé que celui des catégories socioéconomiques moins aisées (en cas de chocs, ils ne sont pas forcés de tout décapitaliser pour y faire face), leur évolution est aussi plus visible et rapide.

### 3.2.3 Capacité de transformation

Le *warrantage*, tel qu'il est conçu et soutenu par la FEPAB, ne contribue pas à la réduction des inégalités entre catégories socioéconomiques et entre genres. Ainsi, même si le *warrantage* est bénéfique pour toutes les catégories socioéconomiques le pratiquant et que toutes ces dernières évoluent de manière positive en ce qui concerne leurs moyens d'existence et leur capacité d'absorption de chocs et, éventuellement, leur capacité d'adaptation, l'écart entre riches et pauvres ne disparaît pas, voire se creuse. En effet, tous évoluent, mais les moins pauvres évoluent plus vite. Également, les inégalités de genre ne sont pas réduites par l'activité de *warrantage* telle qu'elle est pratiquée. La situation des femmes étant plus défavorable que celle des hommes, et puisque les femmes sont minoritaires dans la pratique de l'activité, l'écart entre femmes et hommes n'est pas réduit. Ceci empêche donc la construction de la capacité de transformation par le biais du *warrantage*.

## 3.3 WARRANTAGE ET PROCESSUS DE CHANGEMENT SOCIAL

Les capacités de la section précédente se construisent à travers six processus de changement social, dont quatre qui pourraient être influencés par le *warrantage*, à savoir : 1) la justice de genre et le renforcement du pouvoir de dire et d'agir ; (2) la sécurisation et le renforcement des moyens d'existence ; (3) l'information ; et (4) l'apprentissage et l'innovation.

### 3.3.1 Justice de genre et renforcement du pouvoir de dire et d'agir

Bien que l'on puisse dire que le *warrantage* peut donner aux personnes pratiquant l'activité des opportunités d'améliorer le pouvoir de dire et d'agir, d'un point de vu à la fois personnel et économique/financier, ainsi que la capacité d'innovation et de « prise de risques » nouveaux, il convient de noter que ces opportunités ne sont pas les mêmes pour toutes les personnes, et varient selon la catégorie socioéconomique du ménage<sup>21</sup> et le sexe de la personne<sup>22</sup>. Pour que la justice de genre puisse être un processus de changement social dans la pratique du *warrantage*, il est nécessaire de réaliser une lecture et une compréhension d'un contexte où le genre et les rapports de pouvoir sont pris en compte, afin d'inverser la répartition inégale de pouvoir chez les participants potentiels à l'activité.

Malheureusement, ce processus de changement social n'a pas été utilisé dans le contexte du *warrantage*, tel qu'il a été étudié dans le cadre de cette recherche. Comme il a été soulevé dans la section 3.1., le fait de ne pas prendre en compte les dimensions de genre et des rapports de pouvoir limite la participation des femmes et des ménages pauvres au *warrantage*, ce qui les empêche d'accéder plus facilement aux actifs et au crédit et les rend, par conséquent, plus vulnérables aux impacts des chocs. Il serait conseillé de considérer et d'intégrer les questions de genre et de rapports de pouvoir dans l'analyse de contexte, la conception et la mise en œuvre des interventions.

### 3.3.2 Sécurisation et renforcement des moyens d'existence

Le *warrantage* contribue au renforcement de plusieurs capitaux. Premièrement, le **capital humain** dans différents aspects : (1) le renforcement des capacités de gestion du stock familial, est un aspect clef qui a été soulevé par un grand nombre de personnes pratiquant l'activité et qui a un effet positif sur l'estime de soi et l'autonomisation ; (2) l'amélioration de la disponibilité alimentaire favorise une meilleure santé et l'augmentation de la capacité de travail, cette dernière étant aussi augmentée par la possibilité de travailler son propre champ grâce à la disponibilité de nourriture dans le ménage pendant les mois de soudure, coïncidant avec les travaux champêtres ; (3) l'augmentation des revenus permet de mieux faire face aux dépenses liées aux services sociaux de base : l'éducation et la santé. En effet, beaucoup de ménages interrogés ont affirmé avoir connu une amélioration en ce qui concerne le paiement de la scolarité de leurs enfants<sup>23</sup>, ainsi que la prise en charge de la santé des membres du ménage.

Le *warrantage* a un impact sur le **capital social** en deux sens. Premièrement, le fait que l'activité soit pratiquée au sein des groupements favorise l'adhésion des personnes auxdits groupements, ce qui renforce l'idée du travail de groupe et contribue à la réalisation des activités de façon collective. De plus, le fait que le groupement soit une personne morale qui s'engage au remboursement du crédit auprès de l'IMF, permet d'établir un compromis de la part de chaque participant au *warrantage* envers le groupement, qui devra répondre en cas de non remboursement d'une personne. Cela crée des liens de compromis et de solidarité entre les membres du groupement. Deuxièmement, le *warrantage* réduit la pression sociale, car une partie

des grains est stockée dans le magasin de *warrantage*, et en moindre quantité à la maison. Comme il a été soulevé tout au long de ce document, ceci peut avoir des conséquences aussi bien positives que négatives sur le bien-être des familles et de la communauté s'il s'analyse d'une perspective collective. L'épargne monétaire et de grains dans l'unité familiale est due, entre autres, à une réduction des donations aux autres membres de la communauté pendant la période de stockage du grain en *warrantage*. Les réseaux de solidarité et leur fonctionnement tout au long de l'année peuvent donc aussi être affectés. Il faudrait une recherche plus approfondie sur ce sujet.

Le **capital financier**, qui comprend l'épargne du ménage, l'accès au crédit, et le bétail, est fortement impacté par le *warrantage*, notamment chez les ménages demandeurs de crédit. Lors des entretiens, il a été soulevé que le *warrantage* permet une meilleure gestion des ressources monétaires et non monétaires disponibles dans le ménage. En effet, pour un ménage pratiquant le *warrantage* disposant de mêmes ressources qu'avant le début de l'activité, le fait de *warranter* lui permet (1) d'optimiser sa récolte (de ne pas la brader et de mieux gérer ses céréales grâce à un gaspillage moindre et à une meilleure conservation) et, (2) s'il demande un crédit, « la liquidité offerte par le crédit permet une meilleure gestion économique que quand il s'agit de ressources propres. Dans le cas du crédit *warrantage*, les ménages réservent généralement une partie de l'argent pour mettre en place une AGR leur permettant de générer des revenus pour rembourser le crédit. Ainsi, après la vente des céréales en période de soudure ils disposent à nouveau de revenus, **ce qui fonctionne dans la pratique comme s'ils avaient épargné une partie de l'argent de la vente de la récolte en novembre ou en décembre**. Ce mécanisme réduit le « gaspillage ». Comme l'ont mentionné plusieurs personnes interrogées : « Si je sais que je dois rembourser le crédit, je gère mieux, je dépense moins » (Sánchez et Suárez, 2015 : 46). Ainsi, que les revenus et céréales obtenus durant l'année soient supérieurs ou non à ceux qu'ils auraient obtenus sans *warrantage*, l'argent et les céréales sont mieux répartis au cours de l'année agricole grâce au *warrantage*, ce qui permet d'améliorer la satisfaction des besoins familiaux durant toute l'année, y compris en période de soudure qui, de plus, coïncide avec les semences. L'augmentation de la disponibilité d'argent au long de l'année permet, dans certains cas, d'augmenter l'investissement dans les activités économiques pratiquées au sein de l'unité familiale (intrants pour les semences, main d'œuvre, reconstitution/constitution du cheptel, etc.).

Le **capital physique** est amélioré par le *warrantage* en ce qui concerne l'augmentation de la capacité de stockage et l'amélioration des conditions de conservation des grains, grâce à la construction de magasins réunissant des critères de qualité. Cependant, il a été constaté que le nombre de magasins et la capacité de ceux qui ont été construits (avec une capacité de stockage de 50 tonnes par magasin) sont insuffisants. Ces deux aspects limitent la participation d'un plus grand nombre de personnes à l'activité. En ce sens, il faut soulever le facteur de la distance au magasin comme l'une des principales difficultés empêchant la pratique de l'activité, en raison des coûts de transport élevés qui la rendent irréalisable. En effet, la plupart des personnes habitant à plusieurs kilomètres du magasin, qui ont pratiqué le *warrantage* les premières années ont abandonné l'activité. Deux autres facteurs qui rendent difficile le stockage en *warrantage* sont l'inaccessibilité aux champs de culture pour récolter en temps avant la fermeture du magasin (lors des inondations, par exemple), et l'absence des moyens de transport (charrettes, par exemple) chez les ménages moins aisés. Ces deux aspects enrayent le transport des grains du champ au magasin, empêchant alors certaines personnes de pratiquer l'activité certaines années. Il s'avère donc nécessaire d'élargir le nombre de magasins et d'améliorer d'autres aspects du capital physique afin d'augmenter la performance du *warrantage* et d'élargir la pratique de l'activité à un plus grand nombre de personnes.

Enfin, le **capital naturel** n'est pas touché de manière significative par le *warrantage* dans les cas où le soutien à l'activité n'est pas accompagné de mesures complémentaires comme c'est le cas pour le projet de la FEPAB.

### 3.3.3 Information

L'information est un aspect clef dans le processus de changement social et est liée aux autres processus. Une information incomplète ou biaisée empêche d'inverser les rapports de pouvoir inégaux existant aux différents niveaux (entre les structures centrales de la FEPAB et les groupements de base, entre les membres d'une communauté pratiquant et ne pratiquant pas le *warrantage*, entre les membres d'un ménage, entre femmes et hommes, etc.). Comme il a été expliqué dans la section 3.1., plusieurs problèmes de communication et d'information relatifs au *warrantage* ont été soulevés à différents niveaux. Il serait souhaitable de concevoir des mesures qui ont pour but de corriger ce manque d'information, tels que (1) l'élargissement de la sensibilisation sur les caractéristiques du *warrantage* et les conditions d'adhésion à l'activité à un plus grand nombre de personnes ; (2) la formation et sensibilisation des membres des comités de gestion des groupements et des comités de *warrantage* sur le fonctionnement de la FEPAB ; ainsi que (3) la création de mécanismes de participation réelle des groupements de base dans la prise de décisions et la conception de l'organisation de la FEPAB.

### 3.3.4 Apprentissage et innovation

Le *warrantage* est un outil assez puissant en faveur de l'échange des expériences et le partage des bonnes pratiques entre les différents acteurs impliqués dans l'activité. Au Burkina Faso, la COOPSA-C dispose d'un centre de formation sur le *warrantage* financé par la FAO, ainsi que d'autres bailleurs, et réalise des voyages d'échange avec d'autres pays du Sahel où le *warrantage* paysan est pratiqué. Les nombreux avantages du *warrantage*, tout comme les différentes logiques de mise en œuvre de l'activité par les faitières le promouvant (plus orienté vers la commercialisation dans le cas de la FEPAB, plus orienté vers la disponibilité alimentaire dans le cas de la COOPSA-C), rendent le partage d'expériences très pertinent.

## 4 CONCLUSIONS

La FEPAB est une faitière qui promeut le *warrantage* d'un point de vue commercial. Cependant, le *warrantage* pratiqué dans les différents magasins de sa zone d'influence a des caractéristiques diverses en fonction des différents contextes dans lesquels ces magasins sont situés. De plus, les motivations des personnes qui pratiquent le *warrantage* ne sont pas toujours commerciales, notamment chez les ménages les moins aisés, qui cherchent à améliorer la disponibilité alimentaire à travers une meilleure gestion des récoltes.

La plupart des personnes pratiquant le *warrantage* ne font pas partie des catégories socioéconomiques les plus vulnérables. Cependant, une série de facteurs a permis que certains ménages vulnérables participent à l'activité, bien qu'ils trouvent des difficultés pour s'y maintenir chaque année selon l'ampleur des chocs auxquels ils sont confrontés. La plupart des personnes pratiquant le *warrantage* appartiennent à des groupements, formels ou informels, ce qui donne des pistes sur les mesures d'inclusion que l'on peut créer pour les personnes ne pratiquant pas l'activité actuellement.

La capacité des magasins étant assez petite (environ 50 tonnes), il n'est pas envisageable d'augmenter le nombre de personnes participant à l'activité, du fait que la plupart des magasins sont déjà au maximum de leur capacité sauf dans des cas exceptionnels. Cependant, l'établissement de mesures visant à restreindre le nombre de sacs pourrait favoriser la participation d'un plus grand nombre de personnes sans réduire significativement le nombre de sacs stockés au total. Ceci pourrait permettre, d'un côté, aux pauvres de stocker (même si la quantité est faible) ainsi qu'aux plus aisés, mais sans monopoliser le magasin avec un nombre excessif de sacs, qui aurait pour conséquence de creuser davantage l'écart entre les riches et les pauvres.

Le *warrantage* contribue à la réduction de la pauvreté à travers le renforcement des différents capitaux, le capital humain et de gestion étant très significatif (santé et éducation), mais aussi le capital financier à travers la disponibilité des crédits permettant d'entamer des AGR qui contribuent à l'augmentation et diversification des revenus. La disponibilité alimentaire est aussi améliorée. Cependant, une série de limitations empêchent le déroulement plus performant de l'activité et réduisent son impact sur les personnes habitant dans les villages où elle est pratiquée.

**Le *warrantage* contribue à la capacité d'absorption de chocs à travers la diminution des stratégies d'adaptation nuisibles, ainsi qu'à la capacité d'adaptation à travers la diversification des moyens d'existence.** Cependant, cette contribution n'est pas de la même ampleur chez tous les groupes socioéconomiques. Les catégories socioéconomiques pauvres et très pauvres ne sont pas très nombreuses à pratiquer l'activité et sont confrontées à diverses difficultés qui diminuent davantage ses potentiels impacts positifs. La discontinuité de la participation en fonction des aléas climatiques qui déterminent la quantité des récoltes, tout comme le fait que parfois les ménages ne sollicitent pas de crédit, sont des aspects qui limitent davantage la performance du *warrantage*.

Ainsi, même si le *warrantage* est bénéfique pour toutes les catégories socioéconomiques le pratiquant et que toutes connaissent une évolution positive de leurs moyens d'existence, de leur capacité à absorber des chocs et, éventuellement, de leur capacité d'adaptation, l'écart entre les riches et les pauvres ne disparaît pas, voire augmente. En effet, tous les ménages évoluent, mais les moins pauvres évoluent plus vite. Ceci pourrait ne pas contribuer à la capacité de transformation. Au contraire, **il existe un risque d'augmentation de l'écart entre les riches et les pauvres, ainsi qu'entre les femmes et les hommes, les femmes étant minoritaires dans la pratique de l'activité.**

Il convient de signaler que dans la ZOME 3, 67% des ménages et 63% de la population sont très pauvres ou pauvres<sup>24</sup>. Dans la ZOME 2<sup>25</sup>, ces pourcentages atteignent des niveaux encore plus élevés : 70 % des ménages et 66 % de la population sont très pauvres et pauvres. Il est donc crucial de promouvoir leur participation au *warrantage* si l'on veut que cette activité soit inclusive et contribue à la résilience des communautés.

La lecture des différents textes bibliographiques traitant d'une part, des projets dans le cadre de la théorie du changement ; et d'autre part, les constats réalisés sur le terrain par l'équipe de recherche, révèlent que **pour que le changement souhaité soit atteint (l'effet d'entraînement), il est nécessaire de le planifier et de l'intégrer dans les objectifs, résultats et activités du projet, ainsi que de définir des indicateurs de suivi pertinents permettant de suivre l'évolution des ménages bénéficiaires.**

Cette étude et celle de Sánchez et Suárez (2015) ont mis en évidence l'existence de certaines contradictions entre, d'une part, les objectifs d'Oxfam et la FEPAB en ce qui concerne la commercialisation des céréales, et d'autre part, **la réalité de la pratique du *warrantage* paysan et les besoins et objectifs des populations pauvres et très pauvres du milieu rural burkinabé, qui sont confrontées à une série des difficultés qui ont besoin d'être résolues** pour permettre le bien-être des populations.

## 5 RECOMMANDATIONS

### 5.1 POUR OXFAM-FEPAB

#### **Promouvoir le *warrantage* dans les zones/sites où l'accès au crédit est plus rare**

Le caractère plus ou moins rural de la localité détermine l'accès au crédit. Si l'on veut élargir le nombre de personnes ayant accès aux crédits, il faut étendre la construction des magasins aux villages, en dehors du centre-ville des chefs-lieux de département et de province.

Dans cette étude, il a été soulevé que l'accès au crédit est un moyen efficace pour diversifier les sources de revenus, entre autres. Pour maximiser l'impact de l'activité de *warrantage* et augmenter le nombre de personnes pouvant avoir accès au crédit, il serait pertinent d'encourager la pratique de l'activité dans les sites où le nombre de personnes n'ayant accès à aucun type de crédit est le plus élevé. Dans cette même optique, il serait pertinent de faire le plaidoyer et de soutenir les techniques des groupements pour instaurer des partenariats avec les IMF.

#### **Concevoir des programmes visant les causes structurelles de l'inégalité de genre et de l'exclusion sociale**

Comme il a été souligné, le *warrantage*, tel qu'il est conçu et soutenu par la FEPAB, ne contribue pas à la réduction des inégalités entre catégories socioéconomiques et entre genres. Bien que le *warrantage* soit bénéfique pour toutes les catégories socioéconomiques le pratiquant l'écart entre riches et pauvres et entre femmes et hommes ne disparaît pas, voire augmente. Ceci empêche donc la construction de la capacité de transformation par le biais du *warrantage*.

Les programmes ayant pour but de développer les capacités de gestion des risques, d'adaptation et de transformation doivent prendre en compte prioritairement, dans l'analyse de contexte et dans leur conception, les inégalités systémiques existantes qui marginalisent les groupes les plus vulnérables (socioéconomiquement moins aisés, femmes, jeunes, etc.).

Il convient également que les programmes visent à travailler simultanément sur les différents processus de changement social, et aient pour but la création des synergies contribuant plus efficacement à la construction de la résilience, y compris au renversement des rapports de pouvoir qui empêchent les ménages moins aisés et les femmes de participer au même niveau que les autres, au renforcement des moyens d'existence, à l'augmentation du contrôle des ressources, etc.

#### **Concevoir des programmes soutenant spécifiquement les ménages très pauvres et pauvres dans les sites où l'on appuie le *warrantage***

Le *warrantage* ne peut pas contribuer à lui seul à la génération de changements durables, ces derniers ne pouvant apparaître que si l'on agit de manière synergique sur un ensemble de facteurs internes et externes aux populations cibles, avec un ensemble complet d'activités, tel qu'il est suggéré dans l'encadré 10, agissant sur la protection sociale, l'adaptation au changement climatique ou la réduction des risques de catastrophe. De plus, il est nécessaire de

plaider en faveur de ces changements auprès du gouvernement, dans le cadre d'une approche basée sur les droits humains.

## **Concevoir des interventions tenant compte des aspects socio-anthropologiques**

Les études sur le *warrantage* paysan au Burkina Faso menées par Oxfam et d'autres acteurs ces dernières années ont fait ressortir des aspects clés concernant l'importance du contexte social et culturel pour mieux comprendre la pertinence d'une activité comme le *warrantage* au-delà de l'analyse de la rentabilité économique (Sánchez et Suárez, 2015). Il est primordial d'élargir la portée des études au-delà des aspects considérés « techniques » et approfondir les dynamiques sociales et culturelles, et les logiques qui sont derrière les comportements des paysans. Comme il a été souligné par Sánchez et Suárez (2015) et confirmé lors de cette étude, la principale raison pour pratiquer le *warrantage* n'est pas la rentabilité économique issue de la fluctuation interannuelle des prix. Même en étant un jeu à somme nulle du point de vue financier, les paysans trouvent plusieurs avantages dans la pratique de l'activité, qui passent par l'amélioration de cinq capitaux, entre autres. Cette découverte pourrait influencer les décideurs des programmes et politiques vers une approche plus anthropologique et moins basée sur des chiffres et des prix.

## **Revoir les objectifs stratégiques d'Oxfam et de la FEPAB en ce qui concerne le soutien au *warrantage* et l'orientation de l'activité**

Il convient de revoir l'objectif du *warrantage* et l'objectif d'Oxfam et de la FEPAB en ce qui concerne le soutien à cette activité. Pour quels groupes socioéconomiques veut-on travailler ? Quels aspects veut-on améliorer ? La vie des petits paysans et des petites paysannes ? La diminution des inégalités et des écarts entre les riches et les pauvres et entre genres ? Dans ce cas, il est nécessaire de concevoir des programmes ciblés sur les catégories socioéconomiques très pauvres et pauvres, et sur les femmes, dans des dimensions adaptées à leur réalité et avec des objectifs qui satisfassent leurs besoins. La vente à grande échelle est peut-être une idée d'Oxfam et de la FEPAB, mais cela ne constitue pas un besoin pour la plupart des personnes interrogées dans cette étude, sauf dans des cas exceptionnels. Cela ne servira pas à la population cible de cette étude, ni à diminuer le taux de pauvreté chez les catégories socioéconomiques les plus pauvres. C'est pourquoi deux niveaux de soutien sont actuellement développés : d'une part la commercialisation groupée pour les producteurs moyens, et le *warrantage* pour les femmes et les petits producteurs.

## **Promouvoir le partage des expériences dans la pratique du *warrantage* entre les différentes faitières et groupements**

Le *warrantage* est un outil assez puissant en faveur de l'échange d'expériences et le partage des bonnes pratiques entre les différents acteurs impliqués dans l'activité. Les nombreux avantages du *warrantage*, tout comme les différentes logiques de mise en œuvre de l'activité par les faitières le promouvant (plus orienté vers la commercialisation dans le cas de la FEPAB, plus orienté vers la disponibilité alimentaire dans le cas de la COOPSA-C), rendent très pertinent le partage d'expériences qui pourraient permettre de répandre les bonnes pratiques et les leçons apprises par les pratiquants de l'activité, la rendant plus performante et adaptée aux besoins des utilisateurs.

## 5.2 POUR LES GROUPEMENTS PRATIQUANT LE *WARRANTAGE* ET LA FEPAB

### **Améliorer l'accès au *warrantage* pour les pauvres et les femmes à travers la combinaison d'une série d'actions**

Ces actions sont le développement de la sensibilisation sur les avantages de l'activité, le soutien à l'augmentation de la production agricole, l'augmentation du type de spéculation pouvant être stocké en *warrantage*, et la limitation du nombre de sacs pouvant être stockés par personne. Ces actions sont détaillées dans les recommandations ci-dessous.

### **Améliorer et élargir les sensibilisations et l'information sur la pratique du *warrantage***

Comme il a été souligné dans la section 3.3., il serait souhaitable de concevoir des mesures qui ont pour but de corriger l'absence d'information détectée, telles que (1) l'élargissement de la sensibilisation sur les caractéristiques du *warrantage* et les conditions d'adhésion à l'activité à un plus grand nombre de personnes ; (2) la formation et sensibilisation des membres des comités de gestion des groupements et des comités de *warrantage* sur le fonctionnement de la FEPAB ; ainsi que (3) la création de mécanismes de participation réelle des groupements de base dans la prise de décisions et la conception de l'organisation de la FEPAB.

### **Établir un nombre limité de sacs stockés par personne dans les magasins de *warrantage***

La capacité limitée des magasins de *warrantage* au niveau des groupements (50 tonnes environ) met en évidence la nécessité de contrôler le nombre de sacs stockés par personne si l'on veut favoriser l'adhésion d'un plus grand nombre de personnes à l'activité, notamment celles des catégories socioéconomiques pauvres et très pauvres et des femmes, avec peu de capacité de stockage, mais très nombreuses en terme de pourcentage sur le total des ménages. L'établissement de mesures de restriction du nombre de sacs peut favoriser la participation d'un plus grand nombre de personnes sans réduire significativement le nombre de sacs stockés au total. Ceci peut permettre, d'un côté, aux pauvres de stocker (même si la quantité est faible) et aux plus aisés de stocker également, sans que ces derniers ne monopolisent le magasin avec un nombre excessif de sacs.

Les personnes possédant une grande capacité de stockage et appartenant aux catégories socioéconomiques moyens et nantis, dont normalement les motivations qui les poussent à pratiquer le *warrantage* sont plutôt commerciales, et différentes de celles des pauvres et très pauvres, pourraient utiliser les magasins de la FEPAB à plus grande capacité situés dans les chefs-lieux de province et/ou région. Ainsi, ils pourraient toujours atteindre leur objectif commercial sans pour autant empêcher leurs voisins moins aisés de pratiquer le *warrantage* et améliorer leurs capacités à faire face aux chocs et à s'adapter.

### **Coordonner les entrepôts de différentes tailles de la FEPAB en fonction des objectifs des utilisateurs**

Pour mettre en place la recommandation précédente, il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les différents magasins de la FEPAB (magasins à grande capacité dans les chefs-lieux de province et région, petits magasins appartenant aux groupements), de sorte à ce que les grands producteurs puissent acheminer leur production vers les gros entrepôts, même s'ils font partie d'un groupement pratiquant le *warrantage*.

Pour cela, il est primordial de consacrer des ressources à (1) la sensibilisation sur les différentes modalités de stockage et objectifs de chaque entrepôt, et à (2) la facilitation des moyens de transport pour permettre d'acheminer des grains vers les entrepôts. Il serait judicieux de prendre ces aspects en considération lors de la conception des lignes budgétaires des programmes.

## **Augmenter le type de spéculation pouvant être stocké dans le magasin de *warrantage***

Bien que l'on puisse avancer que les fluctuations interannuelles des prix ne sont pas assez fortes pour certaines spéculations, et que par conséquent il n'est pas conseillé de les stocker en *warrantage*, il convient de prendre en compte le fait que les principales motivations qui poussent à pratiquer l'activité ne sont pas, dans la plupart des cas, la vente des céréales à un prix rémunérateur<sup>26</sup>. Si l'objectif de la pratique du *warrantage* est la vente de sacs, il est nécessaire de regarder la fluctuation des prix pour estimer la pertinence ou non de *warranter* une certaine spéculation. Cependant, si l'objectif du *warrantage* n'est pas la vente (ou juste la vente d'une partie des sacs stockés), les avantages que présente le stockage d'une certaine spéculation vont au-delà de son prix sur le marché. Le stockage permet de demander un crédit, entamer une AGR, payer la scolarisation des enfants dans les délais, ou récupérer les sacs et manger pendant la soudure. Ainsi, quand l'objectif est de diminuer les chocs et augmenter la disponibilité alimentaire tout au long de l'année, la fluctuation des prix des denrées n'a pas autant d'importance que quand l'objectif du *warrantage* est juste de vendre.

Il est donc pertinent d'augmenter le type de spéculation pouvant être stocké dans le magasin de *warrantage*, notamment les spéculations cultivées par les femmes, ce qui constituerait une mesure d'inclusion vis-à-vis des femmes.

## **Former pour gérer et négocier**

La formation pour la gestion des sacs et la comptabilité, ainsi que pour la négociation avec les IMF ou autres acteurs impliqués, sont des processus que doivent continuer à se développer et qui permettront un fonctionnement plus fluide de l'activité.

## **5.3 POUR LES IMF**

### **Remise du crédit dans les délais**

Théoriquement, le *warrantage* offre l'opportunité de disposer d'argent à un moment de l'année où celui-ci est nécessaire, aussi bien pour répondre aux besoins de la famille que pour commencer l'AGR. Souvent, la remise du crédit met plusieurs semaines, voire des mois, il est alors trop tard pour commencer les activités prévues (par exemple, l'agriculture de contre-saison ou le paiement des services sociaux de base tels que la scolarité). Ceci diminue fortement les avantages du *warrantage* et décourage certaines personnes pratiquant l'activité qui ne demandent pas de crédit ou qui peuvent même cesser la pratique de l'activité (ces aspects sont ressortis lors des entretiens). Il est nécessaire de réduire le temps entre l'octroi du crédit et son paiement effectif, pour ainsi optimiser son usage et l'employer pour ce qui était prévu et demandé.

## 5.4 POUR LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS (PTF)

### Construire des magasins

L'absence d'entrepôts ou de magasins est une des plus grandes difficultés à laquelle doivent faire face les organisations paysannes pour réaliser le *warrantage*. Il serait souhaitable de soutenir leur construction, notamment dans les zones les plus isolées, où l'activité est pratiquement irréalisable s'il n'y a pas de telles infrastructures.

### Financer des actions de discrimination positive

Cette étude a soulevé que les rapports de pouvoir existants empêchent que l'effet d'entraînement se produise de façon naturelle. Il s'avère donc nécessaire de mettre en place des mesures spécifiques visant à inverser ces rapports de pouvoir inégaux, afin de donner aux pauvres, aux femmes et aux jeunes de vraies opportunités de participation à l'activité de *warrantage*. Cela passe par des mesures de discrimination positive dans les programmes mis en place par les ONG et les faitières. Par exemple, des actions de transferts monétaires ou des filets de protection sociale conditionnés à la participation des bénéficiaires dans le *warrantage* (accompagnés, bien entendu, d'autres mesures de soutien à la production agricole). Ces mesures certes coûteuses, sont le seul moyen d'inverser la tendance actuelle. Les PTF devraient en tenir compte et être prêts à les financer si l'on veut obtenir des résultats d'inclusion pour les groupes vulnérables dans l'activité de *warrantage*.

## BIBLIOGRAPHIE

Cadre d'Orientation stratégique 2013-2019 d'Oxfam en Afrique de l'Ouest pour le travail en moyens d'existence / sécurité alimentaire : Construire des communautés résilientes

DFID (1999). *Sustainable Livelihoods Guidance*. Disponible à <http://www.enonline.net/dfidsustainableliving> (dernier accès décembre 2016).

Jeans, H., Thomas, S., Castillo, G. (2016). L'avenir est un choix: Cadre et directives d'Oxfam pour un développement résilient. Oxfam International. Avril 2016.

Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (2012a). Analyse de l'économie des ménages de la zone de moyens d'existence « Sud Ouest fruits et céréales » : ZOME 2. Février 2012.

Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (2012b). Analyse de l'économie des ménages de la zone de moyens d'existence « Ouest coton et céréales » : ZOME 3. Février 2012

Oxfam GB (2015). *Vulnerable to Viable Livelihoods – Report and framework*. May 2015

Sánchez, E., et Suárez, I. (2015). *Warrantage paysan au Burkina Faso : Accès au crédit par le biais des stocks de proximité*. Rapports de recherche Oxfam. Octobre 2015.

## ANNEXE : CANEVAS D'ENTRETIEN

### Canevas d'entretiens pour les Unions Départementales

#### A. Fonctionnement et organisation de l'Union (activités, nombre de membres, partenaires)

1. Critères pour être membre (conditions d'adhésion/exclusion)
2. Évolution du nombre de membres et caractéristiques (personnes vulnérables, riches, etc.).
3. Mesures mises en place pour favoriser l'adhésion / concrètement l'adhésion des personnes vulnérables (TP et P). Selon elles, quelles sont les mesures contraignantes/difficultés pour l'adhésion de TP et P ?
4. Caractéristiques du ménage : ZOME 2 et ZOME 3.
5. Relations de pouvoir au sein des unions. Effets négatifs/effets positifs / nouveaux adhérents. Est-ce que des gens les quittent ?

#### B. Fonctionnement du warrantage

1. Nombre d'années de pratique du warrantage et nombre de personnes chaque année (hommes et femmes) (spécifier par campagne agricole : 2011-2012, 2012-2013, etc.).
2. Caractéristiques de l'activité de warrantage  
Niveau financier (apport personnel, frais de gestion, etc.).  
Niveau gestion (limite de sacs, type de produits).  
Nombre de personnes qui demandent un crédit / nombre de personnes qui stockent seulement.  
AGR pratiquées par les personnes qui pratiquent le warrantage. Y-a-t-il un suivi des membres ?

#### C. Type de personnes pratiquant le warrantage

1. Quelles sont les caractéristiques des personnes/ménages pratiquant le warrantage ?
2. Y-a-t-il actuellement plus de personnes vulnérables qui pratiquent le warrantage ?
3. Quelle est la place des femmes et des jeunes dans ce système ?
4. Y-a-t-il de problèmes de remboursement des crédits ?

Si oui,

Quelles en sont les raisons ?

Combien de personnes ? (Voir si les personnes vulnérables ont plus tendance à ne pas rembourser).

5. Est-ce que les membres accèdent à d'autres types de crédits ?
6. Comment faire en sorte que les populations ne pouvant pas bénéficier du crédit classique soient réellement prioritaires dans le crédit warranté ?
7. Facteurs qui jouent dans le nombre de sacs stockés (prudence, mauvaise production, etc.).
8. Y-a-t-il eu un effet d'entraînement dans les groupements pratiquant le warrantage depuis plusieurs années ?

#### **D. Fonctionnement de la vente groupée**

1. Années de pratique de la vente groupée, nombre des personnes
2. Avantages/ contraintes de l'activité

#### **E. Fonctionnement du crédit intrants**

1. Années de pratique de l'activité, nombre des personnes
2. Avantages/ contraintes de l'activité
3. Difficultés d'accès aux intrants

#### **F. Difficultés**

1. de manière générale
2. liées au warrantage
3. pour les autres activités

#### **G. Avantages du warrantage et d'autres activités**

1. de manière générale
2. liées au warrantage
3. pour les autres activités
4. Est-ce qu'il y a eu des cas où les TP et P ont remarqué ces avantages et ont voulu participer ?

#### **H. Conflits, dysfonctionnements au niveau des groupements**

1. Prises de décisions, comment cela se passe ?
2. Quel type de problème peut-il y avoir entre les membres ? Et entre les membres et le comité ?

#### **I. Changements engendrés par le warrantage au sein du groupement**

1. Quel est l'effet du warrantage sur la réduction des inégalités ?
2. Est-ce que les inégalités ont augmenté ou diminué au sein de l'Union depuis que l'on pratique le warrantage ?
3. Comment évoluent les inégalités, et qu'est ce qui explique ces variations ?
4. Quel est l'effet du warrantage sur la diminution de la vulnérabilité des membres ?
5. Y-a-t'il plus ou moins de pauvres à la suite de ces activités ?
6. Depuis que vous pratiquez le warrantage, comment ont évolués les aspects suivants :  
production agricole  
capacité de stockage,  
revenus,  
actifs,
7. Avez-vous pu réduire les stratégies négatives d'adaptation ?
8. Quel est votre ressenti par rapport aux chocs futurs ?
9. Pensez-vous que les personnes pratiquant le warrantage sont mieux préparées pour faire face aux chocs ?

#### **J. Facteurs externes favorisant/empêchant l'effet d'entraînement**

Facteurs externes (vulnérabilité, capacités, risques, et facteurs sociaux, culturels, économiques, politiques et environnementaux)?

Relations/rapports des TP ou P avec les membres du comité

## Questionnaire individuel pour les paysans qui pratiquent le warrantage

### Introduction

Je m'appelle.....Je travaille dans un projet de recherche d'Oxfam sur le fonctionnement des Unions de la FEPAB au Burkina Faso. Le projet cherche à mieux comprendre le fonctionnement des activités mises en place par la FEPAB et comment mieux intégrer des personnes qui ne font pas partie des groupements. Nous avons quelques questions à vous poser- vos réponses seront traitées de manière confidentielle. Je vous remercie de votre collaboration.

### Informations de l'entretien

Date de l'entretien : \_\_\_\_\_

Nom de l'enquêteur : \_\_\_\_\_

Nome de la personne interrogée : \_\_\_\_\_

Sexe de la personne interrogée : \_\_\_\_\_

Province : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Village : \_\_\_\_\_

UDPA / Magasin : \_\_\_\_\_

#### A. Caractéristiques du ménage

1. Nombre de personnes dans le ménage (préciser le nombre d'hommes, femmes, enfants)
2. Surface cultivée (préciser le type de spéculation)
3. Gestion de la production (vente, consommation propre, don)
4. Possession d'animaux
5. Sources de revenus du ménage (activités génératrices de revenus, etc.)
6. Santé, Éducation, Eau

#### B. Appartenance ou non aux groupements

S'il appartient à un groupement (préciser lequel) :

1. Nom du groupement
2. Le groupement fait-il partie de l'UDPA ?
3. Comment avez-vous fait pour y adhérer ?
4. Conditions d'adhésion
5. Depuis quand appartenez-vous au groupement ?
6. Quelles activités sont pratiquées dans le groupement ?
7. Quelles activités faites-vous dans le groupement ?
8. Avantages /inconvénients / difficultés d'appartenance au groupement
9. Pourquoi avez-vous adhéré au groupement ?
10. Si c'est récent, pourquoi avoir attendu tout ce temps avant d'y adhérer ?

11. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion au groupement ? Est-ce qu'elles favorisent la participation de tous (TP et P aussi) ?

### **C. Conflits, dysfonctionnement au niveau des groupements**

3. Prises de décisions, comment cela se passe ?
4. Quel type de problèmes peut-il y avoir entre les membres ? Et entre les membres et le comité ?

### **D. Activité de warrantage**

1. A combien de campagnes de warrantage avez-vous participé ?
2. Quel produit mettez-vous en stock pour le warrantage ?
3. Combien de sacs (préciser par année et pour chaque produit) ?
4. Pour quoi mettez-vous cette quantité en warrantage (lien avec la quantité de production) ?
5. Quelles sont les coûts de l'activité ? Qu'est-ce que vous pensez des coûts de l'activité ?
6. Est-ce que vous avez juste fait le stockage ou est-ce que vous avez demandé un crédit ?
7. Si un crédit a été demandé, à quoi a-t-il servi ? (AGR, (laquelle ?), coton, célébrations, scolarité, santé, etc.)
8. Obstacle/motivation à la pratique du warrantage (en général) ?
9. Obstacle/motivation des cérémonies/fêtes de fin d'année par rapport au warrantage ? Obstacle/motivation au warrantage par rapport aux cérémonies ? Exemple : Sorgho rouge est utilisé pour le dolo → moins de possibilités de stocker le sorgho rouge.

### **E. Crédit**

1. Est-ce que vous avez eu des problèmes de remboursement de crédit ? Si oui, quelles en sont les raisons ? Comment le problème a-t-il été résolu ?
2. Est-ce que vous pensez que les personnes moins riches ont plus de difficultés à rembourser le crédit ?
3. Est-ce que vous avez accès à d'autres types de crédits ? Est-ce que vous avez emprunté un crédit en dehors du warrantage ? Quand, quel montant ? Auprès de qui ?
4. Comment faire en sorte que les populations ne pouvant pas bénéficier du crédit classique soient réellement prioritaires dans le crédit warranté ?
5. Est-ce qu'il y a des personnes qui vous facilitent des crédits/intrants/d'autres choses ? Comment ? Avez-vous pris un crédit/des intrants auprès d'eux ?

### **F. Généralités sur le warrantage**

1. Quelle est votre perception du warrantage ?
2. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion à l'activité de warrantage mises en place pour favoriser l'adhésion / concrètement l'adhésion des personnes vulnérables (TP et P) ?
3. Selon vous, quels sont les mesures contraignantes/difficultés relatives à l'adhésion des TP et P ?

### **G. D'autres questions par rapport aux autres activités réalisées dans le groupement ?**

1. Existe-il d'autres activités qui sont réalisées par le groupement dans lesquelles vous êtes impliqué ?
2. Si oui, lesquelles ?
3. Qu'est-ce que vous pensez de ces activités ?

## H. Changements engendrés par le warrantage au sein du ménage

1. Depuis que vous pratiquez le warrantage, comment ont évolué les aspects suivants dans votre ménage :

production agricole

capacité de stockage

revenus

actifs (animaux, équipements, etc.)

santé, éducation, eau

Autres

2. Est-ce que le warrantage vous a permis de faire face aux difficultés de la vie quotidienne ?

3. Comment vous sentez-vous par rapport aux chocs futurs ?

4. Pensez-vous que vous êtes mieux préparé pour faire face aux chocs ?

## I. Changements engendrés par le warrantage au sein du groupement et du village

5. Quel est l'effet du warrantage sur la réduction des inégalités ?

6. Est-ce que les inégalités ont augmenté ou diminué au sein de l'Union depuis que l'on pratique le warrantage ?

7. Qu'est ce qui explique cette évolution des inégalités ?

8. Quel est l'effet du warrantage sur la diminution de la vulnérabilité des membres ?

9. Y-a-t'il plus ou moins de pauvres suite de ces activités ?

## Questionnaire individuel pour les paysans qui ont abandonné le warrantage

### Introduction

Je m'appelle.....Je travaille dans un projet de recherche d'Oxfam sur le fonctionnement des Unions de la FEPAB au Burkina Faso. Le projet cherche à mieux comprendre le fonctionnement des activités mises en place par la FEPAB et comment mieux intégrer des personnes qui ne font pas partie des groupements. Nous avons quelques questions à vous poser- vos réponses seront traitées de manière confidentielle. Je vous remercie de votre collaboration.

### Information de l'entretien

Date de l'entretien : \_\_\_\_\_

Nom de l'enquêteur : \_\_\_\_\_

Nome de la personne enquêtée : \_\_\_\_\_

Sexe de la personne enquêtée : \_\_\_\_\_

Province : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Village : \_\_\_\_\_

UDPA / Magasin : \_\_\_\_\_

### **A. Caractéristiques du ménage**

1. Nombre de personnes dans le ménage (préciser le nombre d'hommes, femmes, enfants)
2. Surface cultivée (préciser le type de spéculation)
3. Gestion de la production (vente, consommation propre, don)
4. Possession d'animaux
5. Sources de revenus du ménage (activités génératrices de revenus, etc.)
6. Santé, Éducation, Eau

### **B. Appartenance ou non aux groupements**

S'il appartient à un groupement (préciser lequel) :

1. Nom du groupement
2. Le groupement fait-il partie de l'UDPA ?
3. Comment avez-vous fait pour y adhérer ?
4. Conditions d'adhésion
5. Depuis quand appartenez-vous au groupement ?
6. Quelles activités sont pratiquées dans le groupement ?
7. Quelles activités faites-vous dans le groupement ?
8. Avantages /inconvénients / difficultés d'appartenance au groupement
9. Pourquoi avez-vous adhéré au groupement ?
10. Si c'est récent, pourquoi avoir attendu tout ce temps avant d'y adhérer ?
11. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion au groupement ? Est-ce qu'elles favorisent la participation de tous (TP et P aussi) ?

S'il n'appartient pas à un groupement (préciser s'il a quitté le groupement et pourquoi)

1. pourquoi ?
2. Est-ce qu'il aimerait participer à un groupement ?
3. Qu'est-ce qui l'empêche d'y participer ?

### **C. Conflits, disfonctionnement au niveau des groupements**

5. Prises de décisions, comment cela se passe ?
6. Quel type de problèmes peut-il y avoir entre les membres ? Et entre les membres et le comité ?

### **D. Activité de warrantage**

1. À combien de campagnes de warrantage avez-vous participé ?
2. Quel produit mettez-vous en stock pour le warrantage ?
3. Combien de sacs (préciser par année et pour chaque produit) ?
4. Pourquoi mettez-vous cette quantité en warrantage (lien avec la quantité de production) ?
5. Quelles sont les coûts de l'activité ? Qu'est-ce que vous pensez des coûts de l'activité ?
6. Est-ce que vous avez juste fait le stockage ou est-ce que vous avez demandé un crédit ?

7. Si un crédit a été demandé, à quoi a-t-il servi ? quelle a été l'utilisation de celui-ci ? (AGR, (laquelle ?), coton, célébrations, scolarité, santé, etc.)
8. Obstacle/motivation à pratiquer le warrantage (en général) ?
9. Obstacle/motivation des cérémonies/fêtes de fin d'année par rapport au warrantage ? Obstacle/motivation au warrantage par rapport aux cérémonies ? Exemple : Sorgho rouge est utilisé pour le dolo → moins de possibilités de stocker le sorgho rouge.
10. Pourquoi avez-vous abandonné le warrantage ?
11. À quelle condition pouvez-vous pratiquer à nouveau le warrantage ?

#### **E. Crédit**

1. Est-ce que vous avez eu des problèmes de remboursement de crédit ? Si oui, quelles en sont les raisons ? Comment avez-vous fait pour résoudre le problème ?
2. Est-ce que vous pensez que les personnes moins riches ont plus de difficultés à rembourser le crédit ?
3. Est-ce que vous avez accès à d'autres types de crédits ? Est-ce que vous avez emprunté un crédit en dehors du warrantage ? Quand, quel montant ? Auprès de qui ?
4. Comment faire en sorte que les populations ne pouvant pas bénéficier du crédit classique soient réellement prioritaires dans le crédit warranté ?
5. Est-ce qu'il y a des personnes qui vous facilitent des crédits/intrants/d'autres choses ? Comment ? Avez-vous pris un crédit/des intrants auprès d'eux ?

#### **F. Généralités sur le warrantage**

1. Quelle est votre perception du warrantage ?
2. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion à l'activité warrantage mises en place pour favoriser l'adhésion / concrètement l'adhésion des vulnérables (TP et P).
3. Selon vous, quels sont les mesures contraignantes/difficultés relatives à l'adhésion de TP et P ?

#### **G. D'autres questions par rapport aux autres activités réalisées dans le groupement ?**

1. Existe-il autres activités qui sont réalisées par le groupement dans lesquelles vous êtes impliqué ?
2. Si oui, lesquelles ?
3. Qu'est-ce que vous pensez de ces activités ?
4. Pour quoi continuez-vous à faire ces activités même si vous avez abandonné le warrantage ?

#### **H. Changements engendrés par le warrantage au sein du ménage**

1. Depuis que vous pratiquez le warrantage comment ont évolué les aspects suivants dans votre ménage :

production agricole

capacité de stockage

revenus

actifs (animaux, équipements, etc.)

santé, éducation, eau

Autres

2. Est-ce que le warrantage vous a permis de faire face aux difficultés de la vie quotidienne ?
3. Quel est votre ressenti par rapport aux chocs futurs ?

4. Pensez-vous que vous êtes mieux préparé pour faire face aux chocs ?

### I. Changements engendrés par le warrantage au sein du groupement et du village

1. Quel est l'effet du warrantage sur la réduction des inégalités ?
2. Est-ce que les inégalités ont augmenté ou diminué au sein de l'Union depuis que l'on pratique le warrantage ?
3. Qu'est-ce qui explique cette évolution des inégalités ?
4. Quel est l'effet du warrantage sur la diminution de la vulnérabilité des membres ?
5. Y-a-t'il plus ou moins de pauvres à la suite de ces activités ?

## Questionnaire individuel pour les paysans qui n'ont jamais pratiqué le warrantage

### Introduction

Je m'appelle.....Je travaille dans un projet de recherche d'Oxfam sur le fonctionnement des Unions de la FEPAB au Burkina Faso. Le projet cherche à mieux comprendre le fonctionnement des activités mises en place par la FEPAB et comment mieux intégrer des personnes qui ne font pas partie des groupements. Nous avons quelques questions à vous poser- vos réponses seront traitées de manière confidentielle. Je vous remercie de votre collaboration.

### Informations de l'entretien

Date de l'entretien : \_\_\_\_\_

Nom de l'enquêteur : \_\_\_\_\_

Nome de la personne enquêtée : \_\_\_\_\_

Sexe de la personne enquêtée : \_\_\_\_\_

Province : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Village : \_\_\_\_\_

UDPA / Magasin : \_\_\_\_\_

### A. Caractéristiques du ménage

1. Nombre de personnes dans le ménage (préciser le nombre d'hommes, femmes, enfants)
2. Surface cultivée (préciser le type de spéculation)
3. Gestion de la production (vente, consommation propre, don)
4. Possession d'animaux
5. Sources de revenus du ménage (activités génératrices de revenus, etc.)
6. Santé, Éducation, Eau

### B. Appartenance ou non aux groupements

S'il appartient à un groupement (spécifier par groupement) :

1. Nom du groupement
2. Le groupement fait-il partie de l'UDPA ?

3. Comment avez-vous fait pour y adhérer ?
4. Conditions d'adhésion
5. Depuis quand appartenez-vous au groupement ?
6. Quelles activités sont pratiquées dans le groupement ?
7. Quelles activités faites-vous dans le groupement ?
8. Avantages /inconvénients / difficultés d'appartenance au groupement
9. Pourquoi vous avez adhéré au groupement ?
10. Si c'est récent, pourquoi avoir attendu tout ce temps avant d'y adhérer ?
11. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion au groupement ? Est-ce qu'elles favorisent la participation de tous (TP et P aussi) ?

S'il n'appartient pas à un groupement :

12. pourquoi ?
13. Est-ce que vous aimeriez participer à un groupement ?
14. Qu'est-ce qui vous empêche d'y participer ?

### **C. Conflits, dysfonctionnement au niveau des groupements**

1. Prises de décisions, comment cela se passe ?
2. Quel type de problèmes peut-il y avoir entre les membres ? Et entre les membres et le comité ?

### **D. Questions générales sur le warrantage**

1. Est-ce que vous connaissez le warrantage ?
2. Si oui, qu'est-ce qu'en pensez-vous ?
3. Pourquoi ne le pratiquez-vous pas ?
4. Est-ce que vous aimeriez y participer ?
5. Obstacle/motivation à pratiquer le warrantage (en général) ?
6. Qu'est-ce qu'il faut faire selon vous pour que vous participiez au warrantage ? Est-ce que c'est lié à l'accès à d'autres activités (accès au crédit intrants, etc.) ?
7. Qu'est-ce que vous pensez des mesures d'adhésion à l'activité de warrantage mises en place pour favoriser l'adhésion des vulnérables (TP et P).
8. Selon vous, quelles sont les mesures contraignantes/difficultés relatives à l'adhésion des TP et P ?

### **E. Crédit**

1. Est-ce que vous avez accès à des crédits ? Si oui, quel type ?
2. Est-ce que vous avez emprunté un crédit en dehors du warrantage ? Quand, quel montant ? Auprès de qui ?
3. Est-ce que vous avez eu des problèmes de remboursement du crédit ? Si oui, quelles en sont les raisons ? Comment le problème a-t-il été résolu ?
4. Est-ce que vous pensez que les personnes moins riches ont plus de difficultés à rembourser le crédit ?
5. Comment faire en sorte que les populations ne pouvant pas bénéficier du crédit classique soient réellement prioritaires dans le crédit warranté ?

6. Est-ce qu'il y a des personnes qui vous facilitent des crédits/intrants/autres choses ?  
Comment ? Avez-vous pris un crédit/des intrants auprès d'eux ?

#### **F. Autres questions par rapport aux autres activités réalisées dans le groupement**

1. Est-ce que vous connaissez d'autres activités de groupements ?
2. Est-ce que vous participez à ces activités ?
3. Pourquoi ces activités seulement ?
4. Pensez-vous que vous êtes mieux préparé pour faire face aux chocs ?

#### **G. Changements engendrés par le warrantage au sein du groupement et du village**

1. Quel est l'effet du warrantage sur la réduction des inégalités ?
2. Est-ce que les inégalités ont augmenté ou diminué au sein de l'Union depuis que l'on fait le warrantage ?
3. Qu'est ce qui explique cette évolution des inégalités ?
4. Quel est l'effet du warrantage sur la diminution de la vulnérabilité des membres ?
5. Y-a-t'il plus ou moins de pauvres à la suite de ces activités ?

## REMERCIEMENTS

Ce document a été réalisé par Isabel Suárez Sánchez. L'auteure remercie particulièrement Gabriel Pons Cortès, Valerie Minne et Charlotte Masselot pour leur soutien et leurs commentaires. Merci aussi à l'équipe qui m'a accompagnée pendant la phase de terrain : le consultant Abdoutan Harouna et les enquêteurs et enquêtrices. Merci à Manuel Vilches Fernández pour son aide durant la conception des graphiques, aux collègues d'Oxfam au Burkina pour leur aide sur le terrain et à Fabien Rymland pour la révision des textes. Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans la participation de toutes ces personnes qui contribuèrent de manière désintéressée à la recherche lors des entretiens conduits au Burkina Faso : paysans et paysannes, organisations et fédérations paysannes, membres de la FEPAB. L'auteure assume l'entière responsabilité de toute erreur ou omission.

#### **Les rapports de recherche d'Oxfam**

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

© Oxfam International 2018

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-177-0 en 2018. DOI :  
10.21201/2017.1770

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

# NOTES

- 1 <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-future-is-a-choice-the-oxfam-framework-and-guidance-for-resilient-developme-604990>
- 2 Le rayonnement des magasins est similaire, indépendamment du type de structure pratiquant le warrantage, la distance au magasin étant l'un des facteurs limitant la participation à l'activité en raison des coûts de transport.
- 3 Celui-ci met normalement en œuvre plusieurs activités, dont le warrantage.
- 4 Dans le cadre de l'étude sur l'analyse de l'économie des ménages (HEA), le Burkina Faso est divisé en neuf zones de moyens d'existence (ZOME) définies à partir d'éléments caractéristiques des différentes localités du pays (Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2012a).
- 5 La plupart des ménages cultivent des arbres fruitiers et pratiquent le maraîchage.
- 6 L'accès au crédit sera expliqué plus en profondeur dans la section 1.3.
- 7 Villages de Baguéra, Orodara et Léna
- 8 Villages de Lopohin et Magnimasso
- 9 Ceci de façon approximative, en fonction des réponses de la personne interrogée et sans avoir appliquée une formule pondérée pour chaque indicateur pour calculer le score et établir la catégorie socioéconomique à laquelle le ménage appartient.
- 10 9 ha est la valeur qui a été considérée comme la surface maximum cultivée par un ménage pauvre (9 étant la valeur médiane entre 6 (moyenne d'hectares cultivés par un ménage pauvre) et 12 (moyenne d'hectares cultivés par un ménage moyen), d'après le profil HEA de la ZOME 3.
- 11 10 ha est la valeur qui a été considérée comme la surface maximum cultivée par un ménage pauvre (10 étant la valeur médiane entre 9 (moyenne d'hectares cultivés par un ménage pauvre) et 11 (moyenne d'hectares cultivés par un ménage moyen), d'après le profil HEA de la ZOME 2.
- 12 Dans certains cas, il y a des ménages stockant 20 sacs parce qu'il s'agit d'un champ familial dont la production est partagée avec d'autres ménages de la famille élargie, et une seule personne stocke au nom de tous.
- 13 Le dolo est une boisson fabriquée localement à partir de la fermentation du sorgho.
- 14 Villages de Lopohin et Magnimasso
- 15 Cependant, comme il a été souligné par Sánchez et Suárez (2015), en dépit de la probabilité d'une faible fluctuation des prix entre la période de stockage et de déstockage, il n'est pas conseillé d'attendre l'ouverture du magasin pour rembourser le crédit, sachant que l'AGR pratiquée avec le crédit octroyé est la principale source de rentabilité du warrantage.
- 16 Les raisons expliquant pourquoi un nombre si élevé de personnes ont quitté l'activité ne sont pas connues, puisqu'il n'a pas été possible de les interroger lors du travail de terrain.
- 17 Le PAPSA est financé par la Banque Mondiale et implémenté par l'État burkinabé.
- 18 Il n'a pas été possible d'établir les pourcentages de participation des femmes et de les comparer entre les groupements puisque dans certains cas il n'a pas été possible de savoir si les prénoms dans les listes étaient masculins ou féminins
- 19 Cette étude évalue l'impact du warrantage sur la production agricole, la sécurité alimentaire et la résilience des communautés paysannes qui pratiquent l'activité, ainsi que sur les systèmes collectifs informels de prêts et d'épargne. L'étude est réalisée en partenariat avec la Coopérative de Prestation de Services Agricoles (COOPSA-C) et évalue 39 zones des provinces de Tuy et Ioba, où la COOPSA-C intervient, avec des groupes de contrôle et des groupes qui pratiquent le warrantage. Il est prévu que les résultats de l'étude soient publiés courant 2017. Pour plus d'information sur cette étude, consulter <https://www.poverty-action.org/project/5903>
- 20 Et ce, malgré le fait que, même dans les ménages moyens, le warrantage contribue à l'absorption des certains chocs.
- 21 Les ménages pauvres et très pauvres trouvent plus de difficulté à pratiquer l'activité et, quant ils la pratiquent, ils demandent moins souvent des crédits.
- 22 Les femmes ayant moins accès et contrôle sur les ressources, elles trouvent plus de difficulté à pouvoir stocker en warrantage leur faible récolte.
- 23 Il faut noter que le crédit, quand il est octroyé sans retard, coïncide avec le délai de paiement de la scolarité, ce qui soulage les ménages qui, autrement auraient dû brader leurs récoltes pour avoir la liquidité nécessaire pour la payer
- 24 Les ménages très pauvres et pauvres correspondant respectivement à 18 % et 49 %, et 15 % et 48 % de la population appartient respectivement à ces deux catégories dans la ZOME 3.
- 25 Les ménages très pauvres et pauvres correspondant respectivement à 22 % et 48 %, et 18 % et 48 % de la population appartient respectivement à ces deux catégories dans la ZOME 2.
- 26 Voir section 2.1.